L'unité

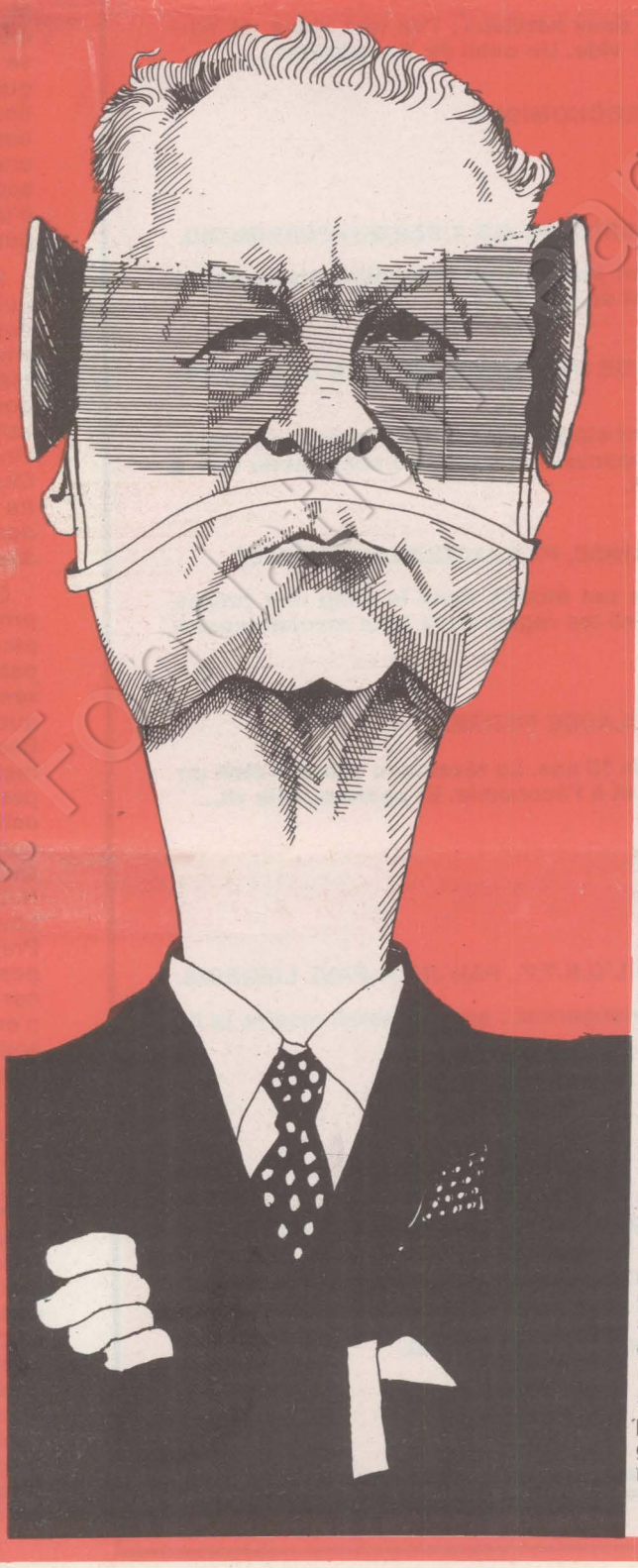
N°93 - 3F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 11 au 17 Janvier 1974

1974 : l'année du chômage ?

CUBA 15 ANS APRES

Pourquoi les C.e.s. brûlent-ils ?

LES ŒILLERES DE MESSMER



Pierre Messmer aime bien passer ses week-ends en Moselle. Non pas pour y pêcher à la ligne ou y jouer aux boules. Mais pour y prononcer, sur le ton du commandement qu'il affectionne et qui lui tient lieu de personnalité, quelques phrases tonitruantes complaisamment répercutées sur les trois chaînes de la Télévision.

Samedi et dimanche derniers, le Premier ministre s'est surpassé à la fois dans l'odieux et dans le ridicule.

Odieux, les propos qu'il a tenus au sujet du Chili. Depuis plusieurs jours, une campagne orchestrée tendait à justifier la non-condamnation par le gouvernement français de la junte de Pinochet par le fait que cette attitude aurait permis de sauver des vies et d'accueillir en France un millier de réfugiés. Nul ne conteste que l'ambassadeur de France à Santiago ait eu ces dernières semaines un comportement digne et courageux, qui a permis en effet d'arracher à la mort ou à l'arrestation de nombreux Chiliens menacés. Mais cela obligeait-il le gouvernement français à être l'un des premiers dans le monde à reconnaître la junte fasciste ? Cela justifie-t-il qu'il continue à vendre à celle-ci des armes et des munitions ? Cela autorise-t-il Messmer à s'en prendre aux hommes politiques de gauche qui ne seraient capables « que de faire des discours » alors que l'accueil des Chiliens en France, l'aide morale, financière qui leur est apportée, sans parler évidemment du soutien politique, sont au moins autant le fait de la gauche que celui du gouvernement ?

Mais, comme d'habitude, le Premier ministre a prononcé un mot de trop qui révèle bien le fond de sa pensée : « Les Chiliens, a-t-il dit, ont le droit d'avoir le gouvernement qu'ils choisissent ». Pierre Messmer pourrait-il nous préciser, un prochain week-end, à quel moment les Chiliens ont « choisi » le général Pinochet ? S'il ne répondait pas davantage à cette question qu'à d'autres qui lui ont été posées ces dernières semaines, on serait en droit d'en conclure qu'il considère le putsch du 11 septembre et l'assassinat du président constitutionnel Salvador Allende comme un « choix » du peuple chilien, ce qui ne serait pas sans signification quant à sa conception de la démocratie.

(Suite en page 2)

C.D.I. Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3 **ECONOMIE : DES SACRIFICES POUR QUI ? PAR DAVID SYLVAIN.**

Giscard annonce pour 1974 une forte hausse des prix et un déficit commercial. Pour une fois, il ne se trompe pas.

4 **DE L'EAU DANS LE GAZ.**

5 **ECOUTES TELEPHONIQUES : LA PRESSE CONTRE LA D.S.T., PAR JEAN-LOUP REVERIER.**

Les journalistes font échec à la D.s.t. et prouvent sa culpabilité dans l'affaire du « Canard ». Une « farce » qui tourne à l'aigre.

6 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

7 **SANTE : UN BEL HOPITAL VIDE, PAR JOSETTE BARBIER.**

A Longjumeau (Essonne), il y a deux hôpitaux : l'un très vieux et surchargé, l'autre flambant neuf et vide. Un oubli de Poniatowski...

8 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

9 **ECOLES : POURQUOI LES C.E.S. BRULENT-ILS ?, PAR GUY PERRIMOND.**

Faudra-t-il organiser l'occupation permanente des bâtiments scolaires pour éviter qu'ils se transforment en torches ?

10 **FRANCE - ALGERIE : LE MESSAGE DE BOUTEFLIKA, PAR CLAUDE ESTIER.**

En 1973, 50 citoyens algériens ont été assassinés en France. Les coupables courent toujours et les responsables algériens sont venus dire à Pompidou ce qu'ils en pensaient.

11 **CHILI : LA RESISTANCE S'ORGANISE, PAR JACQUELINE SORRET.**

La bourgeoisie et l'impérialisme ont étouffé dans le sang leur propre démocratie et de ce fait ils ont fixé les règles de la lutte révolutionnaire populaire.

12 **15 ANS APRES : CUBA SI, PAR CLAUDE FUZIER.**

Fidel Castro est au pouvoir depuis 15 ans. La révolution cubaine était un défi à l'Histoire, à la géographie et à l'économie. Et pourtant, elle vit...

14 **CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE.**

15 **RADIO : UN CHEVAL DE TROIE A L'O.R.T.F., PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.**

Pierre Bouteiller est un homme dangereux : son émission respire la liberté.

17 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

18 **DOCUMENT : L'ARME DU CHOMAGE, PAR MICHELE BACKMANN ET CHRISTINE COTTIN.**

Discrètement, Pouvoir et patronat organisent le chômage : l'emploi et la garantie du pouvoir d'achat vont être au centre des revendications.

24 **MA PART DE VERITE, PAR FRANCOIS MITTERRAND.**

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 12-19), Barrigues (pages 1, 13, 15, 17) Gérard Bloncourt (page 19), Jean-Pierre Coureuil (pages, 3, 9, 21) Fotolib (pages 7, 8, 9, 11, 18) Keystone (page 12 Le point (page 5) Teich (pages 3, 6) U.p.i. (page 10).

→

Le ridicule, on le trouve dans les propos de Messmer désavouant publiquement les initiatives ou les propositions de tel ou tel de ses ministres.

Nous voulons bien admettre, comme nous y invite « la Nation », qu'« il n'y a pas une affaire d'Etat dans le fait que M. Messmer et M. Guichard n'aient pas exactement le même point de vue sur la limitation de vitesse ». Mais si Guichard s'inquiète, c'est parce que ladite limitation entraîne une désaffection des autoroutes, donc une diminution des recettes des péages et donc, à terme, une remise en cause des concessions aux sociétés privées d'autoroutes. C'est-à-dire d'une politique tout à fait contestable mais que Messmer avait totalement approuvée.

Passons sur le remaniement ministériel qui « n'est pas du tout imminent ». Mais qui donc en avait parlé la veille, si ce n'est Messmer lui-même affirmant : « J'ai ces problèmes dans la tête » ! Entre-temps, sans doute, l'Elysée avait fait savoir qu'il ne pouvait être question d'écarter — du moins dans l'immédiat — un Marcellin, un Chirac, un Charbonnel dont on dit que le Premier ministre souhaiterait se débarrasser. Il attendra donc le printemps, quitte à continuer à les désavouer lorsqu'ils lui portent ombrage.

C'est ce qu'il a fait, et de quelle manière, à propos de l'affaire Lip. Là au moins, on ne peut pas accuser le Premier ministre de ne pas avoir de suite dans les idées. Voilà des semaines qu'il répète : « Lip, c'est fini ! » Et que la seule évocation du nom de l'usine de Besançon le fait sortir de ses gonds. Il n'en reste pas moins que son intervention intempestive a ruiné le dernier espoir qu'avait fait naître la nomination d'un chargé de mission convaincu, semble-t-il, de la possibilité de sauver l'entreprise sans la démanteler. « La Nation » s'étonnait lundi que Claude Neuschwander ait indiqué que les propos du Premier ministre rendaient sa mission impossible à mener à bien. On pourrait s'étonner davantage que le ministre Charbonnel n'en ait pas dit autant et qu'il s'accroche à son portefeuille, au point de venir affirmer à la radio qu'il donnait raison à Messmer qui venait de lui donner tort.

Dès lors, quelle autorité peut avoir le même Messmer quand il appelle « à plus d'union et à plus d'action » ? Les contradictions permanentes du Pouvoir, les petites phrases érigées en programme politique, l'obstination à ne pas tenir compte des faits (par exemple à propos du budget qui vient d'être voté et qui est déjà totalement inadapté du fait de l'inflation et de la hausse du coût de l'énergie), la désinvolture avec laquelle on traite en haut lieu de questions qui mettent en cause les libertés des citoyens, confirme bien que la France n'est pas (ou est mal) gouvernée. Un an après le fameux discours de Provins, il y a là, en effet, de quoi rendre les Français pessimistes !

■

Coll. Fondation Jean Jaurès

SACRIFICES POUR QUI ?

Giscard annonce pour 1974 une forte hausse des prix et un déficit commercial. Pour une fois, il ne se trompe pas.

Les nouveaux prix des produits pétroliers fixés jeudi par le gouvernement sont élevés. Bien que modulée selon les produits, la hausse répercute intégralement le relèvement du prix du brut. Le gouvernement n'a donc pas jugé utile d'alléger la charge de ce relèvement en diminuant les taxes ou en bridant les profits des compagnies pétrolières.

Si l'on ne pouvait se faire aucune illusion sur ce dernier point, nombreux étaient ceux qui pensaient que le gouvernement diminuerait sensiblement la fiscalité pétrolière.

Une raison est invoquée officiellement pour n'avoir pas agi en ce sens : il ne fallait pas prendre le risque de déséquilibrer le budget, le meilleur rendement de la fiscalité pétrolière risquant d'être compensé par une baisse de la consommation. D'autant que, comme la gauche l'avait souligné lors du débat à l'Assemblée nationale, ce budget est déjà complètement dépassé par la hausse des prix attendue en 1974.

Il faudra donc attendre le collectif budgétaire présenté en juin au Parlement pour que les taxes pesant sur les produits pétroliers soient éventuellement amendées, une fois que l'Etat aura fait ses comptes.

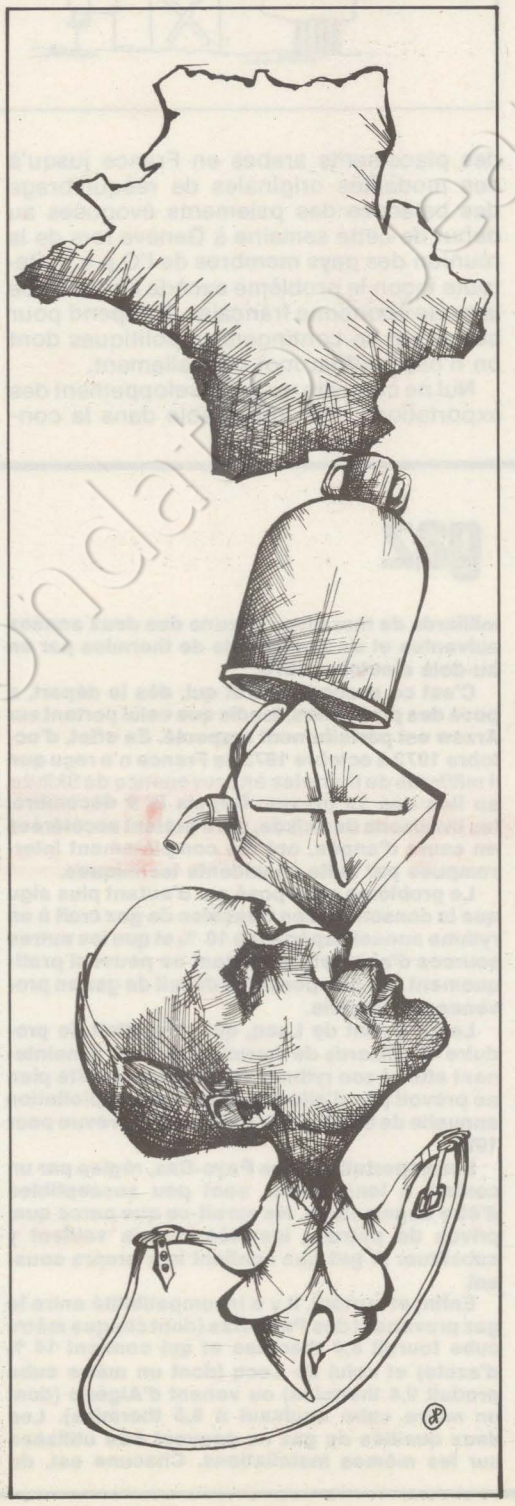
On peut cependant d'ores et déjà estimer qu'à la suite des deux derniers relèvements des prix pétroliers, la plus-value de l'Etat atteindra près de 3 milliards de francs cette année.

C'est donc de manière délibérée que le gouvernement a donné un fort coup de pouce aux prix du carburant et du fuel.

Les effets de cette hausse se feront sentir sans tarder. Valéry Giscard d'Estaing a débuté mardi soir un nouveau feuilleton télévisé mensuel sur le thème : « Faites confiance à Giscard et tout ira bien ». Il en a profité pour annoncer qu'entre janvier et février l'augmentation du prix du pétrole fera grimper l'indice des prix de détail de 1,5 ou 2% supplémentaires.

Une ambition limitée

Un beau constat. Le ministre s'est bien gardé de dire comment cela prenait place dans son récent plan de lutte contre l'inflation. On le devine aisément : ce relèvement de prix qui rend le budget excédentaire s'inscrit dans la volonté des pouvoirs publics de limiter les liquidités en circulation. C'est là, pense-t-on, le meilleur moyen de juguler l'inflation à terme. Il faut du reste situer dans la même perspective le niveau record atteint par le taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire.



Giscard ne recherche pas, en effet, une bonne performance de prix sur l'ensemble de 1974 — on peut déjà prévoir une progression supérieure à 10 %. Il limite son ambition à obtenir un ralentissement du rythme des hausses vers la fin du printemps.

Pour atteindre cet objectif limité, le ministre des Finances table sur l'assèchement des liquidités, comme on vient de le voir, et sur la fermeté des patrons face aux revendications salariales. Voilà qui promet un climat social tendu.

A en croire maître Giscard sur le petit écran, le problème n'est cependant pas son souci principal. Notre nouveau pédagogue économique a indiqué que la France connaîtrait cette année un déficit commercial de l'ordre de 18 milliards du fait de la hausse du prix du pétrole brut. Et encore ce chiffre suppose-t-il une consommation de pétrole inférieure de 10% aux prévisions et un maintien des exportations au niveau prévu, soit une progression de 12 % de leur volume. Ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne sont certaines.

Ajoutons que le ministre n'a pas dit sur quelle parité franc-dollar il raisonnait : les prix du pétrole étant affichés en dollars, il est bien évident que le résultat n'est pas le même selon que le dollar est coté aux alentours de 4 F comme c'était le cas en juillet dernier ou au-dessus de 5 F ainsi qu'on l'observait ces derniers jours.

"L'effort commun"

Quoi qu'il en soit exactement, on peut être certain que pour une fois, en annonçant un important déficit commercial cette année, Giscard d'Estaing ne se trompe pas.

Qu'envisage-t-il pour faire face à cette situation ? Il a livré aux téléspectateurs une formule alambiquée : « La France devra en 1974 travailler un treizième mois pour l'exportation de façon à rétablir progressivement notre équilibre extérieur ».

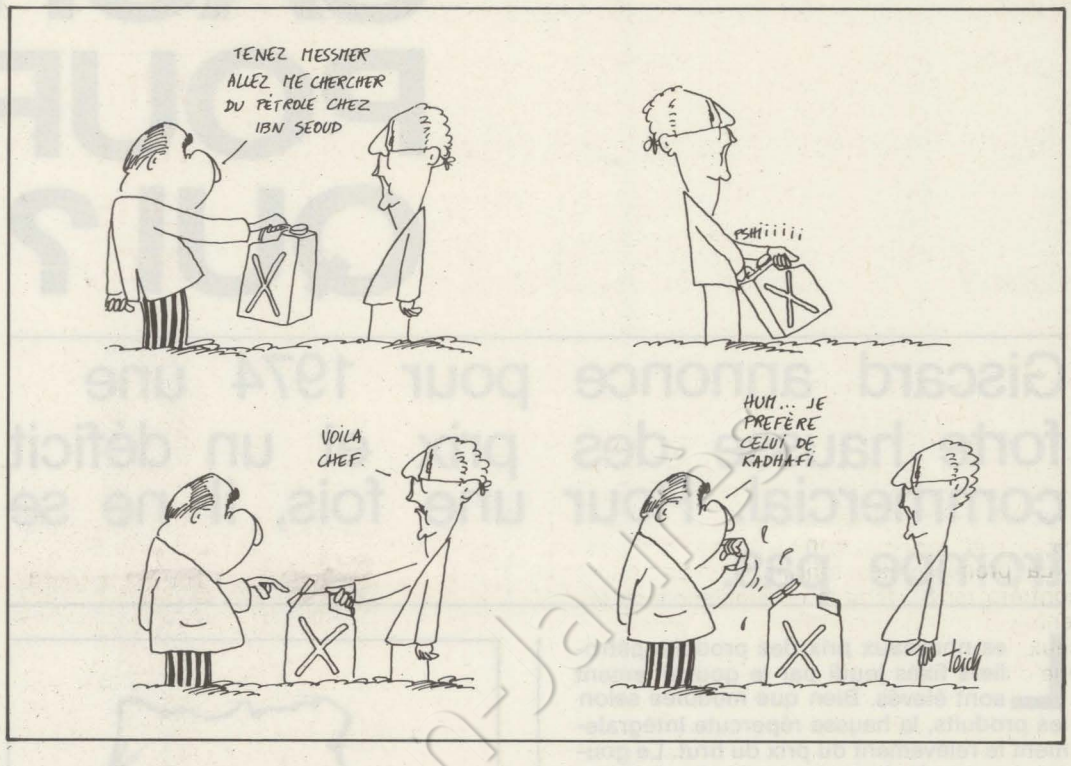
Que doit-on comprendre ? Probablement qu'il a la volonté de réduire la part de la consommation des ménages au profit de l'exportation dans une expansion sensiblement ralentie.

On savait déjà que, reprenant un vœu de Ceyrac, Giscard d'Estaing entendait geler le pouvoir d'achat des salaires. Il apparaît maintenant qu'il va demander davantage aux travailleurs.

Formulée comme un « défi » que « l'effort commun » est capable de relever, sa politique se donne pour but d'équilibrer à nouveau les échanges commerciaux de la France à la fin de 1975. On sait d'expérience ce que signifient des expressions du genre « l'effort commun » dans la bouche des hommes du Pouvoir actuel.

→

SACRIFICES POUR QUOI ?



En fait, à côté des menaces sur l'emploi auxquelles il a fait une courte mais éloquente allusion, Giscard d'Estaing présente maintenant le rééquilibre de notre commerce extérieur comme la grande cause à laquelle doivent être sacrifiés les intérêts particuliers.

C'est pour une large part un nouvel alibi destiné à justifier par avance les restructurations industrielles et agricoles qui demeurent le grand dessein de la classe dominante.

Il n'est pas très sérieux, en effet, de prétendre que la France pourra par son seul effort augmenter sensiblement sa part sur les marchés internationaux au moment où ses concurrents — allemands et japonais notamment — vont se montrer plus agressifs.

On peut certes envisager que les pays producteurs de pétrole achètent davantage chez nous, mais leurs capacités d'absorption sont limitées.

« Il faudra bien que le circuit économique se boucle d'une manière ou d'une autre », confiait récemment un expert de l'Insee interrogé sur l'avenir de notre balance des paiements. Certes, et diverses solutions sont imaginables, depuis des investissements et des placements arabes en France jusqu'à des modalités originales de rééquilibrage des balances des paiements évoquées au début de cette semaine à Genève lors de la réunion des pays membres de l'O.p.e.p. De toute façon le problème excède l'horizon de la seule économie française. Il dépend pour beaucoup de contingences politiques dont on n'ose souffler mot officiellement.

Nul ne conteste qu'un développement des exportations soit souhaitable dans la conjoncture actuelle. Encore faut-il voir qui profitera et qui pâtira de l'opération.

« Accepter des sacrifices pour exporter davantage » : tel est le slogan qu'a commencé d'entonner Giscard d'Estaing ; un slogan derrière lequel à l'habitude se dissimule la volonté de profit des firmes et le désir des hommes au pouvoir de se cramponner à leur place.

DAVID SYLVAIN

De l'eau dans le gaz

Ironie du sort, l'approvisionnement énergétique de la France aura été perturbé du côté où on l'attendait le moins : celui du gaz. Mais ce ne sont pas dans les menaces du Premier ministre néerlandais de quadrupler ou de quintupler le prix du gaz exporté par son pays que se trouve l'origine de nos difficultés. Si le gouvernement s'est décidé à rationner le gaz en France en imposant aux utilisateurs industriels et domestiques de 53 départements de réduire leur consommation de 25 %, cela tient à l'arrêt d'une partie des livraisons de gaz algérien. Une des usines de liquéfaction (1) du gaz en Algérie, celle de Skikda, est en effet en panne depuis le 8 décembre.

Il est cependant pour le moins étonnant qu'un accident de ce genre ait des répercussions d'une aussi grande ampleur pour la France. Cela tient par plusieurs raisons.

L'approvisionnement en gaz de la France provient de trois sources :

1) le gaz de Lacq, dont la production plafonne aux alentours de 65 milliards de thermies (2), soit 40 % de la consommation prévue en 1974 ;

2) le gaz importé des Pays-Bas (gisement de Groningue), sur un contrat de long terme qui a fourni 65 milliards de thermies en 1973 et qui ne devrait pas en fournir sensiblement davantage cette année ;

3) le gaz importé d'Algérie, qui correspond également à des contrats de long terme. Deux contrats lient la France et l'Algérie : l'un signé en 1965 prévoit la livraison chaque année de 5 milliards de thermies en provenance de l'usine de liquéfaction d'Arzew ; l'autre, qui a pris effet en octobre 1972, comprenait la livraison, à partir de Skikda, de 15 milliards de thermies la première année (d'octobre 1972 à octobre 1973), de 25 milliards de thermies chacune des deux années suivantes et de 35 milliards de thermies par an au-delà d'octobre 1975.

C'est ce second contrat qui, dès le départ, a posé des problèmes, tandis que celui portant sur Arzew est parfaitement respecté. En effet, d'octobre 1972 à octobre 1973, la France n'a reçu que 4 milliards de thermies en provenance de Skikda, au lieu des 15 prévus. Depuis le 8 décembre, les livraisons de Skikda, qui s'étaient accélérées en cours d'année, ont été complètement interrompues par suite d'incidents techniques.

Le problème ainsi posé est d'autant plus aigu que la consommation française de gaz croît à un rythme annuel supérieur à 10 % et que les autres sources d'approvisionnement ne peuvent pratiquement pas compenser le déficit de gaz en provenance d'Algérie.

Le gisement de Lacq, qui permettait de produire 48 milliards de thermies en 1964, a maintenant atteint son rythme de croisière. Le VIe plan ne prévoit pas d'aller au-delà d'une exploitation annuelle de 67 milliards de thermies prévue pour 1975.

Les importations des Pays-Bas, régies par un contrat à long terme, sont peu susceptibles d'être augmentées. Ne serait-ce que parce que, privés de pétrole, les Néerlandais veulent y substituer le gaz que contient leur propre sous-sol.

Enfin, et surtout, il y a incompatibilité entre le gaz provenant des Pays-Bas (dont chaque mètre cube fournit 8,4 thermies et qui contient 14 % d'azote) et celui de Lacq (dont un mètre cube produit 9,4 thermies) ou venant d'Algérie (dont un mètre cube équivaut à 9,5 thermies). Les deux qualités de gaz ne peuvent être utilisées sur les mêmes installations. Chacune est, du reste, véhiculée par un réseau particulier : « réseau 8 thermies » ou « réseau 9 thermies ».

Le passage d'un réseau sur l'autre est délicat ; il s'effectue cependant de façon habituelle pour faire face aux besoins en gaz de la région parisienne : soit en mélangeant les deux qualités de gaz dans des proportions adéquates, soit en ôtant l'azote du gaz hollandais par la technique de la dénitrogénisation. Les deux procédés nécessitent cependant des installations qui ne s'improvisent pas. Ainsi Gaz de France ne dispose actuellement que de deux lignes de dénitrogénisation transformant chaque jour seulement 2 millions de mètres cubes de gaz, soit 16 milliards de thermies.

Cette brève analyse des difficultés d'approvisionnement en gaz de la France montre qu'il n'y a sans doute rien d'autre à faire que d'attendre la remise en état des installations de Skikda. Une première ligne de liquéfaction devrait être remise en route à la fin de ce mois ; les deux autres, vers la fin de février.

Au-delà, il est permis de s'interroger sur la politique gazière du gouvernement. Les prévisions d'approvisionnement en 1974 en laissaient quasiment aucune marge de manoeuvre. La sous-production passée de l'usine de Skikda aurait dû conduire à rechercher à l'avance d'autres sources. Ce ne sont pas les six méthaniers cédés par la Grande-Bretagne, représentant moins d'un milliard de thermies, qui modifient ce constat de carence.

Ayant centré ses efforts sur le pétrole et l'électricité, le gouvernement a joué la politique de la corde raide en matière de gaz. Malheureusement, la corde s'est cassée...

(1) Pour être transporté, le gaz doit être liquéfié, c'est-à-dire mis sous pression. Ce sont ces installations de liquéfaction qui sont détériorées à Skikda.

(2) Nous avons raisonné ici en choisissant la thermie comme unité.

LA PRESSE CONTRE LA D.S.T.

Ecoutes téléphoniques

Les journalistes font échec à la D.s.t. et prouvent sa culpabilité dans l'affaire du «Canard». La « farce » tourne à l'aigre.

Depuis le début de l'affaire des écoutes au « Canard enchaîné », chaque semaine a apporté de nouvelles révélations. Celle qui vient de s'écouler n'a pas failli à la règle. C'est dire que les hommes du régime sont encore plus empétrés dans leurs mensonges. Et, par contrecoup, les hypothèses émises dès le début par le « Canard » s'en trouvent consolidées.

La première des affirmations de notre confrère tenait dans la dénonciation de la tentative d'espionnage dans ses futurs locaux. Le Pouvoir fit comme s'il ne s'agissait que d'un habile coup de bluff à des fins publicitaires. En moins d'une semaine, cette position ne tenait plus. Le juge Bernard avait établi la matérialité des faits. « Le Canard » avait dit vrai. Pas Messmer, ni Marcellin, ni Sanguinetti.

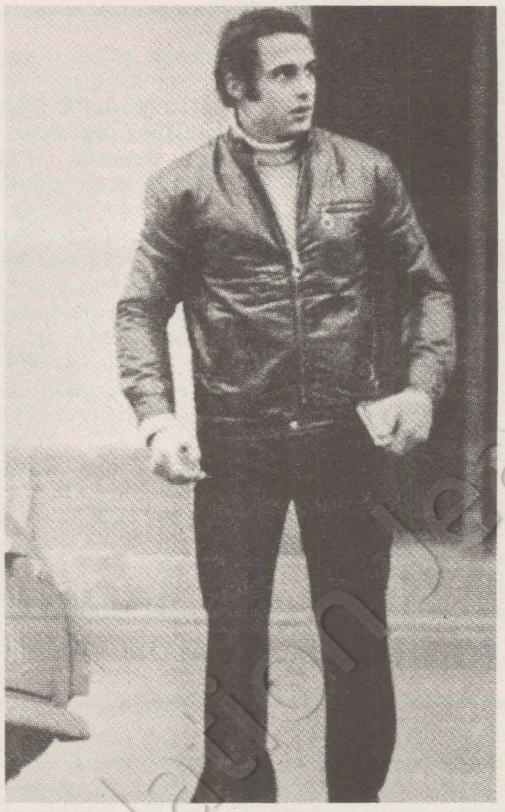
Après une enquête efficace, Claude Angeli, le chef des informations du « Canard », désignait ensuite les coupables. Une dizaine de fonctionnaires de la D.s.t. étaient ainsi mis nommément en cause. Le directeur de la Surveillance du territoire, Henri Biard, a été aisément lâché par Raymond Marcellin, car le ministre de l'Intérieur n'aurait qu'une piètre estime pour cet homme. S'il l'a nommé c'est, paraît-il, parce que Georges Pompidou le lui aurait chaudement recommandé.

Toujours est-il que ce Biard-là se trouvait à découvert. Alors, il a tout simplement renversé les rôles. De soupçonné, il est devenu accusateur et a transformé les journalistes qu'il espionnait... en espions, dans une note qu'il a adressée au juge Bernard le 19 décembre dernier. Certains journalistes du « Canard » y sont présentés comme des agents à la solde de l'Est. En conséquence, explique le chef des « surveillants du territoire », si nous répondons aux questions et à la demande de confrontation du juge, c'est autant de renseignements concernant la défense nationale qui passent à l'étranger !

La maison du plombier

L'accusation de Biard a ceci de merveilleux, c'est qu'elle doit rester secrète. Les journalistes mis en cause ne peuvent pas en prendre connaissance ; ils sont donc dans l'incapacité d'en démontrer l'ineptie point par point. Par contre, cette note a un but précis : il s'agit de bloquer l'action du juge.

C'est ici qu'une fois encore la presse a permis, lundi dernier, de débloquer la situation. Jean-Marie Pontaut et deux autres journalistes du « Point » sont parvenus à retrouver l'un des membres de la D.s.t. mis en cause par Angeli. Il s'agit de l'inspecteur Georges Laborde, adjoint du commissaire Jacques Delbois, de la « division III ». Après l'avoir filé et photographié, ces journalistes sont parvenus à le faire approcher discrètement par le témoin n° 1 de l'affaire : la concierge des futurs locaux du « Canard », Mme Bertin. Et celle-ci a formellement reconnu



L'inspecteur Georges Laborde, photographié par « le Point ».

dans l'inspecteur l'homme qui s'était présenté dix fois à sa loge comme « poseur de rideaux ». C'est à lui qu'elle avait confié la clé des futurs locaux du « Canard ».

Autre révélation, lundi dernier, dans « l'Express » cette fois. Le matériel d'espionnage saisi par le juge aurait été commandé partie pour la direction technique de la D.s.t., partie pour le ministère des Armées, dont certains avançaient déjà le nom au début de cette affaire. Il ne s'agit pas ici d'un élément aussi décisif que celui présenté par « le Point ». Mais c'est, une fois de plus, un indice concordant d'une portée non négligeable.

Enfin, mercredi, « le Canard enchaîné » a publié la photo du domicile d'un autre « plombier ». Il s'agit de Sylvain Rigoni, appartenant au « groupe de surveillance ». Il est l'un des deux faux policiers en uniforme chargés de couvrir les activités des plombiers. C'est la mauvaise garde montée par les deux hommes qui avait permis à Escaro, administrateur du « Canard », de découvrir le pot aux roses. La deuxième affirmation du « Canard » mettant en cause la D.s.t. paraît donc bien près d'avoir trouvé sa confirmation.

Il ne reste plus — si l'on peut dire — qu'à vérifier la troisième et dernière des affirmations d'Angeli. Selon lui, l'opération a été montée sur ordre personnel de Marcellin à Biard.

La volonté du Premier ministre et encore plus celle de Pompidou seront sans doute déterminantes pour faire éclater la vérité sur cette affaire. Et plus encore, bien entendu, pour qu'en soit sévèrement sanctionné le véritable responsable, qu'il s'appelle Marcellin ou Galley.

Mais on est en droit de s'inquiéter. Car, recevant la presse l'autre jeudi, Pompidou persistait à présenter cette affaire comme une « farce ». Etrange déclaration. Car, bien entendu, le chef de l'Etat n'en croit rien. Et sans doute ne pensait-il pas convaincre les journalistes. Non plus, d'ailleurs, qu'une opinion publique majoritairement convaincue des responsabilités du Pouvoir dans cette affaire.

Alors ? Alors, il semble que Pompidou n'éprouve plus le besoin de s'appuyer sur la réalité. Incapacité à la définir, fuite en avant ou indifférence liée à 15 ans d'un pouvoir solitaire atteint par l'érosion ? Toujours est-il que le Président fait comme s'il pouvait se passer de l'existence des faits. En substituant les mots à la réalité. Notre agrégé de lettres agit comme si le seul fait de concevoir une chose suffisait à lui donner une consistance. On nage en plein délire idéaliste.

L'ennui, c'est que la presse ne joue pas le jeu. Et faute de dénoncer à l'unisson la nudité du roi, les journalistes se sont, pour une fois, serré les coudes. Car, après bien d'autres, cette nouvelle menace semble remettre en cause l'avenir de la presse. Donc de la démocratie.

JEAN-LOUP REVERIER

FRANÇOIS-HENRI DE VIRIEU

Le livre que FRED LIP a voulu faire saisir

LIP

100.000 montres sans patron

CALMANN-LÉVY

changer la vie politique

LA VERITE SUR LE BRESIL

Comment la dictature de Brasilia a reçu délégation de Washington et des trusts américains pour être le gendarme impérialiste de l'Amérique latine : c'est ce qu'établira un rapport commun P.s.-P.c. - Radicaux de gauche au Colloque européen sur le Brésil, qui se tiendra samedi et dimanche à la salle Médicis du Sénat. Avec la participation de nombreux syndicats et partis de gauche d'Europe occidentale. Un autre rapport (C.g.t., C.f.d.t., Fen.) montrera la réalité d'un« miracle » économique qui ne profite qu'à 5 % de la population. Et un troisième (Ligue des droits de l'Homme, etc.) traitera de la façon dont sont bafouées au Brésil les libertés individuelles. Nous y reviendrons longuement la semaine prochaine.

LE P.S. A LA SEMAINE MARXISTE

Chaque année, le Centre d'études et de recherches marxistes organise la Semaine de la pensée marxiste. Celle de 1974, qui s'ouvrira mercredi à la Mutualité, aura pour thème « Morale et société ». Pour le Parti socialiste y participeront Pierre Beregovoy (débat sur Travail et vie quotidienne, le 16), Lionel Jospin (Sexualité et famille, le 17), Bernard Pingaud (Culture, le 18), Georges Saada (Science, le 21) et Didier Motchane (Y a-t-il une morale révolutionnaire ?, le 22).

FAUX FLICS, VRAI FLICAGE

Les policiers fantômes ont encore frappé. C'était le 12 décembre, à Soissons. Deux hommes se sont présentés, comme officiers de la Police judiciaire, à la direction de la Société générale de fonderie. Leur motif : s'assurer de la présence effective à l'usine de l'ouvrier Emilio Verdugo. Réfugié politique espagnol, celui-ci est délégué C.g.t. à la commission départementale des travailleurs immigrés.

Sans vérifier la véritable appartenance de ces deux hommes, le chef des services administratifs a dépêché le gardien-chef dans l'atelier de Verdugo pour constater sa présence. L'ouvrier était bien là. Rassurés, les « policiers » se sont alors rendus à son domicile. « Nous sommes des camarades d'Emilio, ont-il expliqué à son épouse. Il nous a chargés de venir chercher certains papiers. » Méfiante, Mme Verdugo s'apprêtait à leur claquer la porte au nez. C'est alors qu'ils l'ont repoussée pour entrer de force dans l'appartement. Après avoir fouillé un peu partout, ils sont repartis en emportant des documents personnels et syndicaux, ainsi qu'une somme de 300 F.

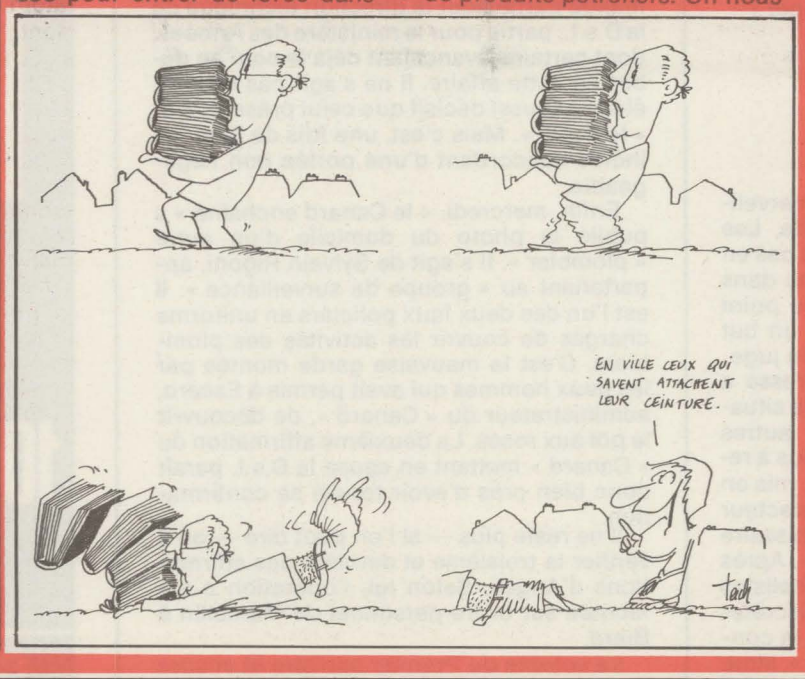
REGIONS : PAS DUPES

L'U.d.r. se plaint du « sectarisme » et de l'« autoritarisme » de la gauche dans la mise en place des Conseils régionaux. Ce qui ne manque pas d'audace. Ayant refusé les propositions du Parti socialiste tendant à appliquer la représentation proportionnelle dans les Bureaux des nouvelles Assemblées, l'U.d.r. et ses alliés se sont partagés la quasi-totalité des postes dans les quinze régions où ils disposent de la majorité. C'est seulement la nécessité de l'équilibre entre les différents départements d'une même région qui les a amenés à laisser un ou deux postes à la gauche — par exemple, pour représenter le Doubs en Franche-Comté ou la Nièvre en Bourgogne. S'étant ainsi taillé la part du lion partout où le mode de désignation des Conseils régionaux lui assurait une majorité, d'ailleurs sans rapport avec le suffrage universel, l'U.d.r. voulait encore grignoter les Conseils où elle ne pouvait imposer sa loi.

La gauche unie s'est refusée à ce marché de dupes. Malgré les protestations de Jacques Chirac, André Chandernagor préside un Bureau d'union de la gauche dans le Limousin. Francis Vals (Languedoc-Roussillon), Gaston Defferre (Provence - Côte d'Azur), Alain Savary (Midi - Pyrénées) et Pierre Mauroy (Nord - Pas-de-Calais) sont les autres présidents de région socialistes, qui ne se font d'ailleurs guère d'illusions sur leurs nouveaux pouvoirs.

LES CASERNES GASPILLENT

Il serait intéressant de savoir quelles instructions ont été données à l'Armée pour participer à la campagne d'économie de produits pétroliers. On nous a signalé, de plusieurs casernes du Palatinat et de la région parisienne, qu'on continuait, afin d'user totalement l'essence ou le fuel affecté à des opérations déterminées et qui n'avaient pas été complètement utilisées lors de ces opérations, à faire tourner pendant des journées des engins militaires ! Ce gaspillage, déjà surprenant en période d'abondance, devient extraordinaire dans la période actuelle.



L'OPUS DEI ÉVINCÉ

Onze nouveaux ministres en Espagne. Permutation de deux anciens titulaires du gouvernement de l'amiral Carrero Blanco. Le nouveau président du Conseil Arias Navarro a taillé dans le vif.

Les hommes qu'il a nommés, sont comme lui des durs, des nostalgiques de la croisade. Mais il n'y a dans cette liste que très peu de personnalités de poids et aucun brillant technocrate. Les hommes de l'Opus Dei ont tous été liquidés. Et leur porte-drapeau, le ministre des Affaires étrangères Laureano Lopez Rodo, se retrouve sans maroquin.

Ainsi, les choses sont claires. Les hommes de l'Opus Dei s'étaient fait une spécialité : le libéralisme de façade. Persuadés que le développement économique de l'Espagne exigeait son entrée dans le Marché commun, ils tenaient pour les journalistes étrangers et les gouvernements européens un langage souriant et libéral. Par contre, à l'intérieur, ils n'ouvraient jamais la bouche quand les années de prison, les matraques et les tortures s'abattaient sur les militants socialistes, communistes ou chrétiens. Avec le nouveau gouvernement d'Arias Navarro, le langage collera de nouveau à la réalité. Dans chacun des cinq points du programme qu'il a présenté, Arias Navarro a soigneusement placé le mot « ordre ».

Le renforcement de la répression n'a d'ailleurs pas traîné : dès mercredi, le conseil de guerre de Barcelone a condamné à mort Salvador Puig Antich, militant de l'ex-Mouvement ibérique de libération, malgré la démarche de diverses personnalités européennes et américaines.

Santé

UN BEL HOPITAL VIDE

A Longjumeau (Essonne), il y a deux hôpitaux : l'un très vieux, surchargé, l'autre flambant neuf, mais vide. Un oubli de Poniatowski...

Longjumeau, chef-lieu de canton de l'Essonne, sans particularité. Mais possède deux hôpitaux. L'ancien, surchargé. Le nouveau, prêt à fonctionner, mais vide. Longjumeau est traversé par la route d'Orléans, rendu célèbre au début du siècle par son postillon. Depuis, la N 20 est devenue une route à quatre voies et, au sud de la commune, l'autoroute A 6 a été construite. Pour les riverains, cela signifie — entre autres — un festival de sirènes d'ambulance ; pour l'hôpital, les blessés de la route représentent la majorité des admissions en urgence. Et s'il est doté d'un bon matériel de réanimation, le vieil hôpital a vieilli. Vétuste, aux chambres communes, il n'est pas assez grand pour recevoir les habitants de la région et les accidentés. Avec 300 000 habitants prévus pour 1980, le département de l'Essonne a doublé sa population en dix ans. Et en 1966, seulement 32% des besoins de la population en équipements hospitaliers étaient satisfaits. 157 lits nouveaux à Dourdan en 1970, 529 à Villeneuve-Saint-Georges, la rénovation des hôpitaux d'Orsay, Arpajon, Juvisy et Corbeil, c'est trop peu. Un syndicat intercommunal — soit 18 communes — décidait, en 1964, de construire un hôpital moderne de 535 lits à Longjumeau. Cela faisait 20 ans qu'il était prévu... Au 1er décembre 1973, l'hôpital est construit, prêt à recevoir les malades, 140 employés sont engagés. Mais l'administration « oublie » de nommer les cadres, le directeur du laboratoire et le directeur du nouvel établissement, l'ancien étant promu à Chartres.

Scandale ? Car, sans encadrement, l'hôpital ne peut pas ouvrir. Un mois après la finition de l'établissement, on nomme le Dr Georgelin, en toute hâte. Il faudra le déplacer de Ville-Evrard. Mis en place sans connaître ses fonctions, il va lui falloir un certain temps pour s'adapter, organiser le transfert du vieil hôpital vers le nouveau. Faut-il parler de négligence de la part du ministère ? N'est-ce pas plutôt la politique de la Santé qui est en cause ? Pierre Juquin, député communiste de l'Essonne, dénonçait au cours du mois de décembre « une politique qui favorise les cliniques privées, dans le même temps où le gouvernement s'efforce de faire supporter aux communes et aux contribuables la charge financière de la santé, de l'enseignement et des autres services sociaux. » Et, dans la région, cliniques et maternités privées ne se comptent plus. Elles font recette. Il peut sembler curieux toutefois de retrouver, sur les tableaux de consultation de l'hôpital de Longjumeau précisément, des spécialistes de la région qui opèrent leurs propres clients dans la clinique la plus proche.

Quant au coût de l'opération, c'est 64 millions de francs. 30% sont pris en charge par le syndicat intercommunal, les subventions de l'Etat ne s'élèvent qu'à 25 millions. Mais 8 millions retourneront dans les caisses de l'Etat, sous forme de T.v.a.

Enfin, un bien bel établissement. Un double bâtiment de 9 étages, aux larges baies vitrées, se dresse sur les pelouses réservées aux « petits vieux » de l'hospice. Entouré des vieilles bâtisses en meulière de l'hôpital, il fait la fierté de la municipalité et de son entrepreneur, Francis Bouygues — vous connaissez ? Chaque mois qui passe sans qu'il remplisse sa tâche coûte tout de même 350 000 francs. Il faut bien entretenir le matériel... Mais c'est surtout des malades entassés, ou refusés, et pour le personnel de nouveaux problèmes. D'organisation, évidemment : l'inexpérience aux nouvelles techniques, au matériel moderne. C'est encore et toujours un problème d'effectifs. Il y a quelques mois, il n'y avait qu'une infirmière pour les 42 malades ! Depuis novembre, date des premiers engagements, elles sont deux. Mais pour 140 lits environ. Combien seront-elles lors de la mise en service. Combien seront-elles lors de la mise en service ? Les promesses sont raisonnables : 7 pour 33 lits ou 16 pour 66 lits, autant d'aides soignantes.

"Eclaté" en douceur

Mais ce sont des promesses. A Longjumeau, et dans les autres communes touchées par la création du centre hospitalier, on « voudrait voir ». Le C.h.u. prévu initialement ne sera pas construit. Du moins avant longtemps. C'est le ministère de l'Education nationale cette fois qui est en faute. Et les « reçus-collés » resteront où ils sont : à la rue. Pourtant, il y avait place pour eux à Longjumeau. La création d'un centre universitaire, la nomination de professeurs auraient aidé à redorer le blason de Longjumeau. Parce que, dans l'esprit de la population, les hôpitaux de la périphérie parisienne ne jouissent pas toujours d'une bonne réputation. A 18 km de Paris, les malades « qui le peuvent » — les plus jeunes, les plus aisés — vont si cela est nécessaire dans les services parisiens, là où l'on trouve les « patrons » ; même en chambre commune, on a confiance. Pour les « opérations bénignes », on va à la clinique, c'est plus avenant. Même raisonnement pour un accouchement . Mais connaît-on le matériel dont dispose une clinique ? La population, sensibilisée par la non-ouverture d'un hôpital — quand elle est au courant — l'est beaucoup moins par la nécessité de son existence.



Le nouvel hôpital intercommunal de Longjumeau.

Si 18 municipalités se sont battues pour l'ouverture de nouveaux lits, ce n'est pas pour le plaisir de débourser à la place de l'Etat. Pour certaines d'entre elles, cette création causera une augmentation des impôts locaux de 7%. C'est qu'il existe un besoin. Et il faut souhaiter pour le département de l'Essonne l'essor prévu de l'hôpital de Corbeil, qui prendrait en charge les besoins de la ville nouvelle d'Evry.

« L'éclatement » de l'hôpital de Longjumeau se fera. Doucement, tout doucement, pour faire taire le scandale par trop apparent. Dans les prochaines semaines, les malades seront transférés. Et l'hôpital tournera au tiers de sa capacité. L'occupation des 201 premiers lits, qui était prévue pour la fin de novembre ou le début de décembre, devait regrouper le service de chirurgie générale et spécialités chirurgicales (100 lits), le service de réanimation et des urgences, un service de médecine, un service d'électroradiologie, les blocs opératoires et les laboratoires généraux. Mais, de tous les équipements ultra-modernes, seuls sont utilisés la pharmacie et la buanderie.

Et, dans le vieil hôpital de Longjumeau comme dans la plupart des hôpitaux français, on continue à faire effectuer les analyses à l'extérieur. Dans des laboratoires privés. La note est élevée en fin de mois et l'administration n'est pas gênée de demander aux soignants de ne pas forcer « sur les analyses systématiques » !

Alors, vraiment, cet hôpital qui fait parler est gênant. On organise une conférence de presse, la télévision et « France-soir » versent une larme. Le maire (centriste) de Longjumeau n'hésite pas à mettre en cause le directeur des hôpitaux, concluant avec tristesse : « J'accuse, hélas ! le ministre de la Santé publique pour ses promesses ». Hélas, pleurons. Accusons, mais ne changeons rien. Rassurez-nous, monsieur Poniatowski. Faites votre autocritique. Vous aviez oublié les nominations au fond de votre tiroir ministériel. Allez, on vous pardonne. La sagesse populaire vous pardonne, parce qu'on sait bien que tant qu'il y a la vie, il y a l'espoir. Celui de changer votre politique.

JOSETTE BARBIER

changer la vie sociale et économique

AUX OUBLIETTES

La direction de la société Rateau à La Courneuve (1 880 salariés), vient d'annoncer que trois ateliers de l'usine seront fermés au cours des neuf prochains mois. En d'autres termes, 400 travailleurs seront jetés sur le pavé. La section communiste de l'entreprise compare cette décision à la politique sociale du gouvernement : « Il s'agit de décourager et de culpabiliser les travailleurs, en pesant en premier lieu sur leur emploi ». Elle signale aussi que ces licenciements consacrent l'abandon du développement de l'industrie nucléaire française, car « c'est mettre aux oubliettes la seule technique française en matière de turbines, la technique Rateau ». On attend une réponse du gouvernement.

L'ARSENAL BRADÉ

La « loi Allarde », peu de gens la connaissent. Datant de 1797, elle a surtout l'avantage de permettre des interprétations très larges. En fait, elle revient à interdire la commercialisation directe des machines par l'Etat. Autrement dit, elle justifie toutes les manœuvres de privatisation. A l'arsenal de Tarbes, des ingénieurs et techniciens appartenant au secteur public ont mis au point une nouvelle machine à commande numérique dont l'exploitation apparaissait prometteuse. Les industriels ne voyaient pas sa commercialisation d'un bon œil, à moins qu'elle ne soit effectuée par leurs soins. C'est la C.i.t. - Alcatel (du groupe C.g.e.) qui va se charger de l'opération, moyennant un contrat très intéressant pour elle et dérisoire pour l'arsenal de Tarbes. La C.f.d.t. et les partis de gauche se sont élevés contre cette politique systématique, qui consiste à abandonner au secteur privé tout ce qui est rentable. Surtout quand des innovations sont le fruit de recherches payées par la communauté.

RAS LE BOL CHEZ LES EBOUEURS

De Gennevilliers à La Garenne-Bezons (Hauts-de-Seine), les ordures s'entassent. Les éboueurs en ont ras le bol. Ras le bol de gagner 39,50 F par jour, sans même avoir droit à un ciré pour se protéger des intempéries et des détritus. Ras le bol d'être payés à la journée, au lieu d'être mensualisés. A la dernière paie, ils n'ont touché que 25 journées de travail. Et pourtant, pour les fêtes, les poubelles débordent encore plus que d'habitude. Sans compter tous les sapins de Noël desséchés qu'il faut débarrasser. Le 31 décembre, les éboueurs - des travailleurs immigrés, pour la plupart - se sont mis en grève à Gennevilliers, suivis de peu par les travailleurs de la même entreprise à La Garenne-Bezons. Depuis le 7 janvier, des bruits courent que des négociations pourraient avoir lieu avec le patron, Dobrouchkeff, sur des augmentations de salaires et le respect des conventions collectives. Ces travailleurs, qui ne sont pas syndiqués, commencent à s'organiser. Ils veillent à côté des trois bennes par peur que des employés municipaux ne soient envoyés pour les remplacer.



Piquet de grève des éboueurs.

DES HOMMES DE MAIN A L'USINE

Lock out ou négociations ? A l'usine Dynamic près de Corbeil-Essonne, fabricant de pièces pour l'industrie automobile, 250 travailleurs se le demandent encore. Depuis le 10 décembre, ils sont en grève pour une durée illimitée. Composé d'une forte proportion de travailleurs immigrés et de femmes, le personnel proteste surtout à cause des conditions de travail. Les accidents sont nombreux, l'hygiène lamentable. Mais la direction n'a jamais voulu prendre en considération plusieurs mises en demeure de l'inspection du Travail.

Le lock out de l'usine risquerait de mettre au chômage technique des milliers de travailleurs. D'un autre côté, la négociation ne fait pas partie des habitudes de la maison. Depuis le début de la grève, des hommes de main ont fait leur apparition dans l'usine. Les menaces se succèdent, parfois mises à exécution : un travailleur blessé, la maison d'un autre saccagée.

Ulcérés par ces procédés, le Parti socialiste, la C.f.d.t., le P.s.u. et plusieurs groupes d'extrême gauche ont constitué un comité de soutien actif aux grévistes. Premier résultat : le procureur de la République vient de refuser de faire expulser les grévistes.

DESINVOLTURE PATRONALE

Toujours des licenciements : A Maisons-Laffitte, une entreprise de travaux publics, l'entreprise Coutant, spécialisée dans la construction de groupes scolaires, a déposé son bilan : les 491 salariés de la société se retrouvent sans emploi. La direction de Coutant, en effet, n'a prévu aucun reclassement, elle n'a même pas réuni le comité d'entreprise, et elle s'est joyeusement passée de l'autorisation de l'inspecteur du Travail. La Chambre de commerce vient de nommer un syndic. Et, face à cette nouvelle atteinte au droit du travail, les travailleurs s'organisent et refusent de faire les frais de la mauvaise gestion de l'entreprise.

UN CERTAIN TOUPET

Vacances forcées du 7 au 13 janvier pour 600 employés de l'usine Blaupunkt de Caen-Mondeville (Calvados). Cette entreprise, paraît-il, n'a pas pu assurer son approvisionnement en matières plastiques dérivées du pétrole. La direction proposait de payer intégralement les salaires, à condition que cette semaine de chômage technique soit déduite des congés payés ! Soutenu par les syndicats, le personnel a refusé. Un accord est finalement intervenu avec la direction. Les heures perdues seront récupérées sur deux samedis par mois en avril, mai et juin.

LA CLE SOUS LA PORTE

Après les fêtes, désagréable surprise pour les 150 ouvrières des ateliers de confection féminine Semalic de Vatan (Indre) et Gerçan (Cher). Le directeur n'a pas voulu ouvrir les portes. Il a d'ailleurs annoncé qu'il n'était plus que l'ancien directeur : le bilan a été déposé le 4 janvier et un syndic va le remplacer. Rudes perspectives pour ces ouvrières, si elles veulent seulement toucher leur salaire de décembre et une partie de la paie de novembre qui leur sont encore dus.

PAS AVEC LA C.F.T.

Chaque région a maintenant son Conseil économique et social. Mais à Montpellier pour le Languedoc-Roussillon et à Strasbourg pour l'Alsace, les sièges des délégués C.g.t., C.f.d.t., Force ouvrière et C.f.t.c. sont restés vides. Ils entendent ainsi protester contre l'insuffisance de la représentation des salariés dans cet organisme et surtout contre la présence au Conseil d'un représentant de la C.f.t. La Confédération générale des cadres n'a pas jugé utile de se joindre à ce mouvement de protestation.

Ecoles

Faudra-t-il organiser l'occupation permanente des bâtiments scolaires pour éviter qu'ils se transforment en torches ?

Pourquoi les C.e.s. brûlent-ils ?

« Nous n'avons pas voulu de C.e.s. dans notre commune. Nous avions des C. e.g., un lycée et, vu la qualité des bâtiments proposés, nous avons préféré attendre. » Le premier adjoint au maire d'une commune de la région parisienne, qui parle ainsi, a un petit sourire. Et l'esprit tranquille. « Je sais que nos écoles ne brûleront pas. » Car, depuis l'incendie du collège d'enseignement secondaire Edouard-Pailleron, à Paris — le soir du 6 février 1973 — parents, enseignants et élus s'inquiètent. D'autant que, de temps à autre, un autre bâtiment s'enflamme. Le dernier en date, le C.e.s. de Canteleu (Seine-Maritime) a brûlé en quelques minutes le soir du 1er janvier. Il était vide, heureusement...

Le 10 décembre, pourtant, le maire de la commune avait demandé la fermeture du C.e.s. Elle ne fut pas accordée. Car, au ministère de l'Education nationale, une nouvelle théorie a vu le jour. Qui peut se résumer ainsi : il n'existe pas de bâtiment totalement incombustible. Tout local peut brûler, quels que soient les matériaux utilisés pour sa construction. Or, dans un bâtiment occupé, le feu est très vite décelé. Les pompiers peuvent donc intervenir avant que l'extension du sinistre soit telle que l'on ne puisse plus sauver le bâtiment. Reste donc nécessaire — et c'est la meilleure sécurité — que l'évacuation du bâtiment puisse s'effectuer rapidement. Il fallait oser le dire.

Sachant que l'on a construit 65 C.e.s. avec le même procédé que celui employé pour le C.e.s. Edouard-Pailleron, on comprend mieux la position des experts du ministère de l'Education nationale. A croire qu'ils sont persuadés que les incendies vont se poursuivre. Pour être logiques, il faudrait d'ailleurs qu'ils proposent de supprimer les vacances, de faire tenir par le personnel et les élèves des permanences la nuit, bref d'organiser l'occupation permanente pour éviter que les bâtiments scolaires ne se transforment en torches...

Pour être plus sérieux : d'autres questions méritent d'être posées. Une première série à propos des bâtiments neufs. Pour construire plus, plus vite et moins cher, le ministère a fait appel depuis dix ans à des techniques nouvelles qui, à la construction, sont moins chères que les techniques traditionnelles. Mais on aimerait savoir, par exemple, quelles mesures il entend prendre pour que les 65 établissements construits sur le modèle de Pailleron reçoivent les aménagements et le personnel nécessaires afin de permettre un fonctionnement normal ? Ce ne sera pas le cas de l'école maternelle de la rue du Maroc, dans le 19e arrondissement de Paris. Elle devait ouvrir vendredi dernier. La veille, on s'est aperçu que les robinets d'eau potable avaient été branchés sur les conduites d'eau de Seine ! On a reporté l'ouverture au 7 janvier. Heureusement. Entre le 3 et le 7, la commission départementale de sécurité vint pour « réceptionner » l'école. Premier résultat : l'école n'ouvrira pas. Deuxième résultat : des travaux vont être entrepris pour que l'école corresponde aux normes en vigueur.





L'école maternelle de la rue du Maroc.

Coût : 80 millions. L'école en avait coûté 150.

On aimerait savoir si d'autres écoles du type de celle de la rue du Maroc n'ont pas été ouvertes ? Des écoles aux escaliers trop petits, aux carcasses métalliques non ignifugées, aux portes ne pouvant pas remplir leur rôle de pare-feu. Le ministère ne répondra pas. Car, selon une estimation faite il y a trois ans, 40 millions de travaux seraient nécessaires pour rendre les 630 écoles primaires de Paris conformes aux règles de sécurité. Sans parlet des C.e.s., des C.e.t., des lycées. Compte tenu des crédits alloués par le Conseil de Paris, il faudrait 10 ans pour exécuter un tel programme. On peut imaginer ce que cela représente à l'échelle de la France...

Fenêtres à barreaux

Car il n'y a pas que les établissements neufs qui présentent des risques. Les collèges d'enseignement technique, par exemple, sont très souvent « logés » dans de vieux immeubles construits pour tout autre chose que pour l'enseignement. Le C.e.t. de l'avenue Ledru-Rollin, dans le 12e, comprend deux parties. Une neuve. Et une vieille. Celle-ci est une véritable souricière : deux étages de bois et de verre, un seul escalier, pas de façade sur la rue, un atelier de menuiserie au 2e étage — faites chauffer la colle — sans fenêtre : la lumière vient d'une véranda. Que le feu se déclare dans l'escalier, et l'on écoutera avec intérêt les explications des experts sur la rapidité de l'évacuation.

Ou le C.e.t. de la rue de la Roquette qui, de 1945 à 1960, fut école normale d'apprentissage. La commission de sécurité vient de déconseiller l'usage des 4e et 5e étages. Motif : difficulté d'évacuation. Car il y a, au 5e étage, des ateliers... et un seul escalier. Mais, en attendant la décision de l'administration, les cours continuent.

Ou encore le C.e.t. de la rue Saint-Hippolyte, une ancienne imprimerie. Le réfectoire n'a qu'une porte, tout à côté de la porte des cuisines. Si le feu prend aux cuisines, il y a intérêt à ce que les cuisiniers puissent l'éteindre avant qu'il empêche les élèves d'évacuer les lieux. Car les fenêtres sont fermées par des barreaux.

Faut-il donner d'autres exemples d'escaliers trop petits, trop raides ? D'écoles où les commissions de sécurité ont conseillé la non-ouverture, où la rentrée a été différée ; puis effectuée, sans travaux, comme dans certaines communes des Hauts-de-Seine. Parce qu'il faut bien mettre les élèves quelque part...

Il est évident qu'une construction est une synthèse, qu'un matériau n'est pas fiable à 100 %, que l'on ne peut pas tout contrôler. Mais lorsque l'attribution de permis de construire ne prend pas en compte les exigences techniques, lorsque la réception officielle des bâtiments n'est qu'une cérémonie formelle, lorsque les cahiers des charges et les plans sont approuvés par le ministère, il s'agit de tout autre chose. Tout comme pour les vieux bâtiments qui ne sont pas adaptés à leurs nouvelles fonctions, il s'agit d'« économiser ». Un genre d'économies que ne ferait pas le ministère des Armées, par exemple. C'est que la sécurité des élèves et des enseignants n'a pas été le premier souci du ministère. Pour construire vite et à bon marché, on a sacrifié la sécurité et la solidité. Ainsi le « plan » a-t-il été tenu. Aujourd'hui, il faudrait pouvoir rendre ces établissements suffisamment sûrs. Seulement, il n'y a pas d'argent. Alors, les experts parlent d'évacuation. L'histoire d'un C.e.t. d'Issy-les-Moulineaux montre qu'il n'est pas facile pour un chef d'établissement de savoir ce qu'il faut faire dans un tel cas : la directrice du C.e.t. était allée, dès sa nomination, à la mairie pour prendre contact avec la commission de sécurité : pour rien. Avec les pompiers : pour rien. Pourtant, son C.e.t. bouge. Construit sur un terrain raviné par les eaux, il a dû être consolidé. Après l'incendie de Pailleron, la directrice reçoit des papiers à remplir. Et, enfin, les pompiers viennent. Comme par hasard le 6 décembre, jour de la grève. Ils promettent de lui donner des consignes « sous huit jours ». Elle les attend encore.

GUY PERRIMOND

France-Algérie

LE MESSAGE DE BOUTEFLIKA

En 1973, 50 citoyens algériens ont été assassinés en France. Les coupables courent toujours et les responsables algériens sont venus dire à Pompidou ce qu' ils en pensent.

Abdelaziz Bouteflika a préféré faire deux fois en une semaine le voyage Alger-Paris plutôt que d'accepter la brève audience protocolaire que lui offrait Georges Pompidou le 2 janvier, entre deux réceptions traditionnelles de vœux de Nouvel An.

En franchissant ce jeudi après-midi le perron de l'Elysée, le ministre algérien des Affaires étrangères avait sans doute en mémoire l'audience de plus de deux heures que le général de Gaulle, bousculant le protocole, lui avait accordée il y a quelques années. Et qui avait ouvert une nouvelle ère dans les rapports franco-algériens.

Depuis, ces rapports ont connu des hauts et des bas, des phases d'euphorie et des moments de crise. En juillet dernier, Bouteflika avait fait à Paris une visite officielle qui avait remis le baromètre au beau fixe. Mais à nouveau, ces dernières semaines, les nuages se sont accumulés. Cette fois, les Algériens prennent les choses très au sérieux. Bouteflika, qui dirige la diplomatie algérienne depuis l'indépendance de 1962, a acquis une grande expérience dans la façon d'aborder les dirigeants français. Mais le message de Houari Boumediene qu'il est venu cette semaine remettre à Pompidou dépasse le cadre purement diplomatique : c'est tout l'avenir des relations franco-algériennes qui est, une fois de plus, à l'ordre du jour.

Au premier plan du contentieux actuel : le problème de la main-d'œuvre algérienne en France. Il n'est ni nouveau ni simple. Mais il vient de prendre brusquement un caractère aigu. L'attentat commis il y a trois semaines au consulat général d'Algérie à Marseille, tuant quatre personnes et en blessant seize autres, a proprement traumatisé un très grand nombre des 700 000 Algériens qui vivent en France, et pas seulement dans la région marseillaise. Depuis trois semaines, tous les consulats algériens reçoivent des demandes de « changement de résidence » de travailleurs immigrés qui expriment ainsi leur désir de rentrer en Algérie. Un leitmotiv circule dans la communauté algérienne en France : « Nous ne voulons pas rentrer chez nous dans un cercueil ». La levée des corps des quatre victimes de l'attentat de Marseille a donné lieu à des scènes déchirantes parmi les Algériens qui y assistaient. Mais, à des centaines de kilomètres de là, c'est le même sentiment d'inquiétude et de colère qui est ressenti et exprimé.

L'ambassadeur d'Algérie Mohamed Bedjaoui et les dirigeants de l'Amicale des Algériens en France s'efforcent d'apaiser et de rassurer leurs compatriotes. Mais il est clair qu'ils sont eux-mêmes inquiets du « décalage » qu'ils constatent entre les paroles et les actes du gouvernement français. « Tout sera mis en œuvre pour que cet attentat ne reste pas impuni », a affirmé Pompidou dans un message au président Boumediene au lendemain du crime de Marseille. Mais, hélas, rien n'indique que l'enquête ouverte ait abouti à quoi que ce soit. Le temps passe et les responsables algériens ne manquent pas de rappeler que cinquante citoyens algériens ont été assassinés en France au cours de l'année 1973 et qu'aucun coupable n'a jamais été arrêté.

« La Nation » elle-même soulignait ce fait lundi dernier en écrivant, non sans une certaine hypocrisie : « Aucun des responsables de ces divers crimes n'a encore pu être appréhendé. Malheureusement. Car de là à s'imaginer que la police ne ferait peut-être pas tout le nécessaire pour retrouver les coupables, il n'y a qu'un pas, que les autorités algériennes paraissent avoir franchi. » Quand on connaît la diligence que la police française met à résoudre d'autres affaires, on est effectivement en droit de se poser certaines questions.

Celle que Bouteflika a posée à Pompidou est extrêmement directe : le gouvernement français est-il décidé à assurer la sécurité des Algériens vivant et travaillant en France ? Faute de quoi, le gouvernement algérien envisagerait sérieusement d'accélérer le retour de ces immigrés, ce qui est de toute façon son objectif mais sur une distance de plusieurs années. Déjà, le flux de l'émigration est arrêté. La suspension provisoire décidée en septembre dernier par Alger est pratiquement devenue définitive. Plusieurs milliers de travailleurs retournés en Algérie pour les vacances ne sont pas revenus. Pour la première fois, il y aura en 1974 moins de travailleurs algériens en France que l'année précédente.

Les Algériens voient évidemment sans plaisir la perspective d'avoir à accélérer le rapatriement de leurs ressortissants. Mais ils s'étonnent que le gouvernement français ne paraisse pas prendre la menace au sérieux : « On nous avait déjà mis, il y a quelques années, au défi d'arracher la vigne qui constituait, au moment de l'indépendance, le premier poste des exportations algériennes. Nous avons arraché la vigne et reconverti notre agriculture. Plus tard, quand nous avons nationalisé les compagnies pétrolières, on nous a dit que nous ne serions pas capables de nous débrouiller nous-mêmes. Nous y sommes parvenus et il a bien fallu se rendre à l'évidence. Aujourd'hui, on nous dit : vous n'êtes pas en mesure de fournir du travail en Algérie aux Algériens installés en France. Il est certain qu'un afflux soudain de main-d'œuvre compromettrait notre « décollage » économique, mais nous en prendrions le risque plutôt que de sacrifier la dignité des Algériens. La France devrait le savoir. Comme elle devrait aussi savoir que le départ brusque des travailleurs algériens poserait de graves problèmes dans un certain nombre de secteurs de l'activité économique française où la main-d'œuvre immigrée est prédominante, faute de main-d'œuvre française pour remplir les mêmes emplois. »

C'est tout cela qu'en termes sans doute un peu plus diplomatiques, Abdelaziz Bouteflika est venu dire à Georges Pompidou. Il avait également d'autres problèmes à évoquer : ceux du pétrole et du gaz, bien sûr, et aussi ceux qui touchent aux relations culturelles et à la coopération entre la France et l'Algérie. Mais, aussi surprenant que cela puisse paraître à certains, les Algériens veulent éviter de lier les problèmes entre eux. Ils écartent toute idée d'un marchandage pétrole contre travailleurs immigrés. Pour eux, il s'agit d'une part d'un problème économique, de l'autre d'un problème politique. C'est en termes politiques qu'ils le posent et ils attendent désormais autre chose que des déclarations officielles non suivies d'effet.

CLAUDE ESTIER



Michel Jobert et Abdelaziz Bouteflika.

LA RESISTANCE S'ORGANISE

La bourgeoisie et l'impérialisme ont étouffé dans le sang leur propre démocratie et, de ce fait, ils ont fixé les règles de la lutte révolutionnaire populaire.

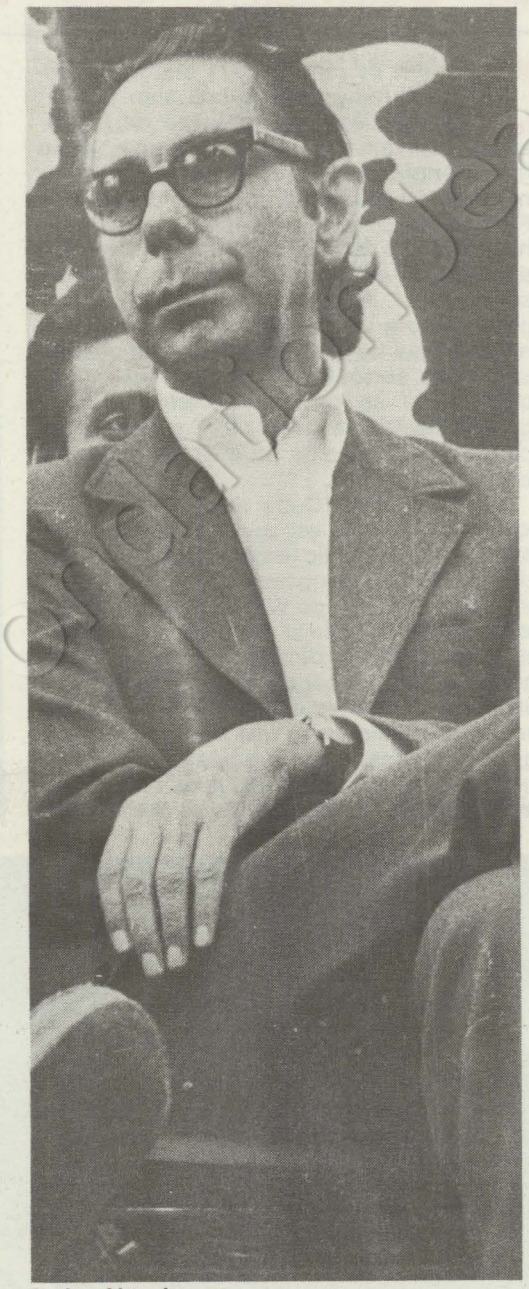
« Travailleurs de ma patrie, je garde confiance dans le Chili et dans son destin. D'autres hommes surmonteront ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. » Quatre mois après le putsch fasciste, le message du Président assassiné résonne encore pour les travailleurs chiliens, opprimés mais pas résignés.

« Le coup d'Etat militaire fasciste au Chili est un épisode triste, tragique et peu commun, mais il ne représente qu'une halte dans la marche ferme et définitive vers le socialisme ». Dans cette déclaration faite le 29 décembre à Mexico, Hugo Vigorena, ambassadeur chilien au Mexique sous le gouvernement de l'Unité populaire, raconte comment, avant de se séparer de ses compagnons et alors qu'il avait déjà décidé de mourir en combattant, Salvador Allende répétait que, « dans l'étape de résistance qui vient de commencer, le plus important est que se maintiennent l'organisation et la direction de la classe ouvrière, qui sont l'unique moyen d'assurer le triomphe de notre cause. »

La classe ouvrière répond présent. En novembre, c'était les grèves des mineurs de Coba ; en décembre, les ouvriers du métro ; et maintenant, les boulangers. Voilà Santiago sans pain de nouveau, mais cette fois il ne s'agit plus de sabotage patronal : ce sont les travailleurs qui, malgré les représailles auxquelles ils s'exposent, prennent les initiatives de grèves. Voici donc les militaires confrontés aux masses populaires.

La grande voix d'Allende ne s'est pas éteinte le 11 septembre. Il avait coutume de dire que personne ne le ferait taire et que c'est seulement en le criblant de balles que ses ennemis l'obligeraient à abandonner son poste. Maintenant des voix s'élèvent, partout, pour transmettre son message et les travailleurs chiliens l'amplifient. La junte fasciste a beau emprisonner et fusiller ceux qu'elle capture, il en restera toujours pour poursuivre la lutte.

Bien mieux, il en arrive d'autres, ceux qui comprennent ce que signifie, lorsqu'elle vient des militaires, l'expression « libérer le Chili ». « Dans tous les foyers où je me suis réfugié, raconte Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste chilien, j'ai pu vérifier à travers les témoignages de mes camarades comment des personnes, des groupes et des secteurs qui, avant, étaient opposés au gouvernement de l'Unité populaire, se manifestent aujourd'hui contre la junte fasciste. »



Carlos Altamirano.

Il est vrai que l'ex-Président démocrate-chrétien Eduardo Frei et ses amis se sont rangés aux côtés de la junte dans l'espoir de récupérer le pouvoir « après quelques mois de remise en ordre ». Il serait intéressant de savoir comment se porte l'espoir à ce jour...

Le Congrès est dissous, les partis qui n'ont pas été mis hors la loi sont « en récession », les militaires ont la haute main sur les universités, les entreprises, les administrations. En mars 1973, 44 % des Chiliens votaient pour l'Unité populaire. Aujourd'hui, s'ils pouvaient exprimer leur opinion, ils seraient 70 %. La junte n'a aucun appui social. Elle ne subsiste, télécommandée et manipulée de Washington, que par la force des armes et l'appui des grands bourgeois réactionnaires qui récupèrent leurs terres, leurs usines, leurs banques et leurs privilèges. Il n'y aura pas d'élections. Il n'y aura même pas de rotation de la présidence, a dit Pinochet. Il y aura probablement des limogeages dans les hautes sphères mais, à coup sûr, pas au profit du peuple chilien. Alors ?

Alors, il y aura la guerre. La bourgeoisie et l'impérialisme ont étouffé dans le sang leur propre démocratie, qui avait été respectée par Allende, « et de ce fait ils ont fixé les règles de la lutte révolutionnaire populaire », déclarait Carlos Altamirano dans sa conférence de presse du 2 janvier à La Havane.

Altamirano n'a jamais occupé de poste gouvernemental pendant les trois ans du gouvernement Allende. En août 1973, il était accusé d'incitation à la sédition dans l'Armée. Le 4 septembre, tout au long de l'interminable défilé organisé pour fêter le troisième anniversaire, tandis que la foule ovationnait Allende et les personnalités assises à la tribune, Altamirano se tenait un peu à l'écart, debout, vêtu d'un manteau sombre. Il avait laissé pousser ses moustaches et paraissait soucieux. En fait, il était déjà passé à la clandestinité. Pendant les trois mois qui ont suivi le putsch, sa tête ayant été mise à prix, il a vécu traqué, dans des refuges que lui procuraient les travailleurs et les paysans. Le 2 janvier, il refait surface aux côtés de Fidel Castro et de Hortensia Bussi de Allende, à Cuba : « La direction de mon parti a décidé ma sortie du pays. Je suis sorti avec l'appui des travailleurs chiliens et de l'organisation de mon parti. Lorsque la direction du mouvement révolutionnaire le décidera, je reviendrai au Chili. »

Lorsqu'il était dans la clandestinité au Chili, Carlos Altamirano avait déjà émis une déclaration, au nom du mouvement révolutionnaire, par laquelle étaient fixées sans équivoque les règles du combat. Il a rappelé ces règles à La Havane, insistant en premier lieu sur l'unité. Unité non seulement des partis de l'Unité populaire, mais de « toutes les forces qui sont attachées à leurs convictions démocratiques et à la liberté ».

Cette unité dans la résistance aura pour objectifs le rétablissement de la démocratie et la reconquête des droits des travailleurs, supprimés par la junte. La lutte sera une lutte de masses unies, organisées et disciplinées. Il n'y aura pas de terrorisme, pas d'actions aventuristes qui serviraient de prétextes à la junte pour commettre de nouveaux crimes.

La résistance sera conduite par une direction unique des forces révolutionnaires, dé-

→

15 ANS APRES

CUBA SI ...

LA RESISTANCE S'ORGANISE

→

mocratiques et populaires qui combattent la tyrannie militaire fasciste.

« Personne ne peut s'exclure de cette lutte. Celui qui garde le silence ou cherche des prétextes pour justifier le coup d'Etat est complice des crimes, des exécutions et des milliers d'assassinats perpétrés par le fascisme ».

Inflation: 800%

Sur ces principes et ce programme d'action, tout le monde est d'accord. L'unité de la gauche chilienne s'est vue consolidée naturellement dès le 11 septembre face à l'ennemi commun qui, lui, ne fait pas le détail.

Cet ennemi, représenté par les généraux à lunettes noires, pèche à coup sûr par optimisme lorsqu'il déclare que « 50 000 ennemis du régime disposés à prendre les armes pour renverser la junte se trouvent encore en liberté ». Si la presse est muselée au Chili, les informations circulent de bouche à oreille et la réalité ne peut être dissimulée lorsqu'elle atteint de telles dimensions :

— 15 000 personnes assassinées ;
— 30 000 prisonniers politiques ;
— 25 000 étudiants expulsés des universités ;
— 200 000 travailleurs licenciés, 12 % de chômage, tous les droits syndicaux supprimés, la journée de travail augmentée, les salaires bloqués ;
— 800 % d'inflation en trois mois, la pénurie, la faim et la misère pour les deux tiers de la population ;
— des épidémies de toutes sortes, notamment de typhus et diarrhée infantile ;
— les terres, les banques, les entreprises rendues à leurs anciens propriétaires, « momios » chiliens ou compagnies nord-américaines, etc.

A partir de là, ce ne sont pas 50 000 hommes « encore en liberté », mais des milliers de Chiliens qui, en dépit de la répression, sont bien décidés à combattre tous ensemble. Car ils n'ont pas « choisi », comme ose le dire Messmer, l'actuel gouvernement, mais ils le subissent jour et nuit. Et la résistance ira croissant à mesure que la terreur déchaînée par la junte, son incapacité à gouverner et sa complicité avec l'impérialisme deviendront plus évidentes. Le 16 décembre était publiée à Rome (1) une déclaration commune de tous les partis de gauche. On peut y lire : « Le peuple chilien réorganise ses rangs. Il se regroupe dans un climat de dure clandestinité. Il est en train de construire le mouvement unitaire le plus ample, destiné à mobiliser la majorité de nos compatriotes. Pour notre patrie, pour notre peuple, pour nous, est toujours valable le thème immortel que nous a légué Salvador Allende : nous vaincrons ! »

JACQUELINE SORRET

(1) C'est à Rome que s'est installé le Secrétariat de l'Unité populaire en Europe.

Fidel Castro est au pouvoir depuis quinze ans. La révolution cubaine était un défi à l'Histoire, à la géographie et à l'économie. Et pourtant, elle vit...

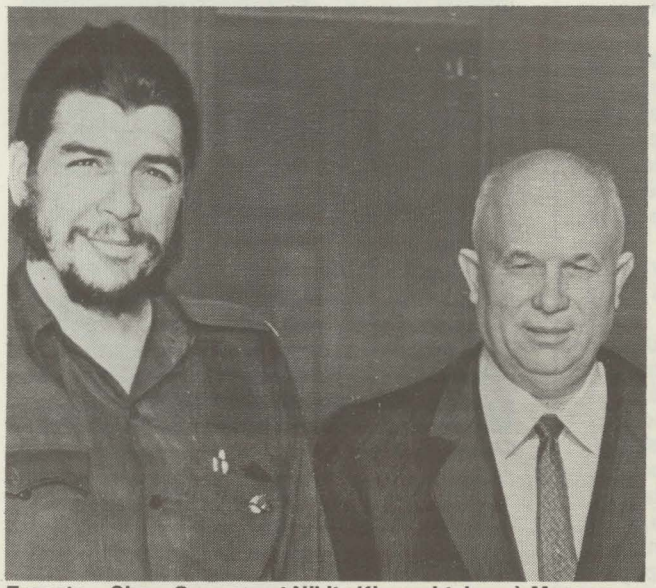
Ce mois de janvier 1974 marque le début d'une grande année pour Cuba : le quinzième anniversaire de la prise du pouvoir par le « castrisme », cette forme originale du mouvement révolutionnaire latino-américain qui a fait du pays de Fidel Castro une nation à part dans un continent toujours dominé par les Etats-Unis. Un anniversaire est toujours l'occasion de dresser un bilan. Même si celui de Cuba comporte encore un certain nombre de points négatifs, nul ne saurait contester le chemin parcouru, surtout si l'on veut bien tenir compte de ce qu'était devenue la plus grande des îles de la mer des Caraïbes après plus de quatre cents années de conquête coloniale.

Jusqu'en 1898, Cuba avait été l'un des joyaux de l'empire espagnol. Une guerre de dix ans, menée avec le concours des Etats-Unis, la libéra du joug madrilène pour la faire tomber sous celui de Washington. En 1959, lorsque Fidel Castro et ses compagnons mirent en fuite le dictateur Batista, Cuba n'était qu'une dépendance des Etats-Unis, un paradis pour les milliardaires en mal de vacances idylliques et une source de profit pour quelques grosses sociétés américaines. L'économie cubaine reposait sur une monoculture, la canne à sucre (84% de la surface cultivée) dont la commercialisation dépendait complètement des capitaux américains.

Comme dans la plupart des pays de l'Amérique latine, la propriété foncière appartenait à une minorité, détenant de grandes propriétés (3% des exploitations couvraient 57% des terres cultivables). En 1957, on comptait selon les mois entre 360 000 et 475 000 chômeurs dans l'agriculture. Le régime de Batista, soutenu par les Etats-Unis, faisait régner un ordre ambigu. L'activité syndicale était assez intense. La concussion étant la règle d'or, toute une partie de la population vivait des retombées du profit capitaliste.

Les Etats-Unis allaient vite comprendre que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement révolutionnaire à Cuba allait leur poser un problème bien différent de ceux qu'ils avaient jusqu'ici rencontrés sur le continent américain.

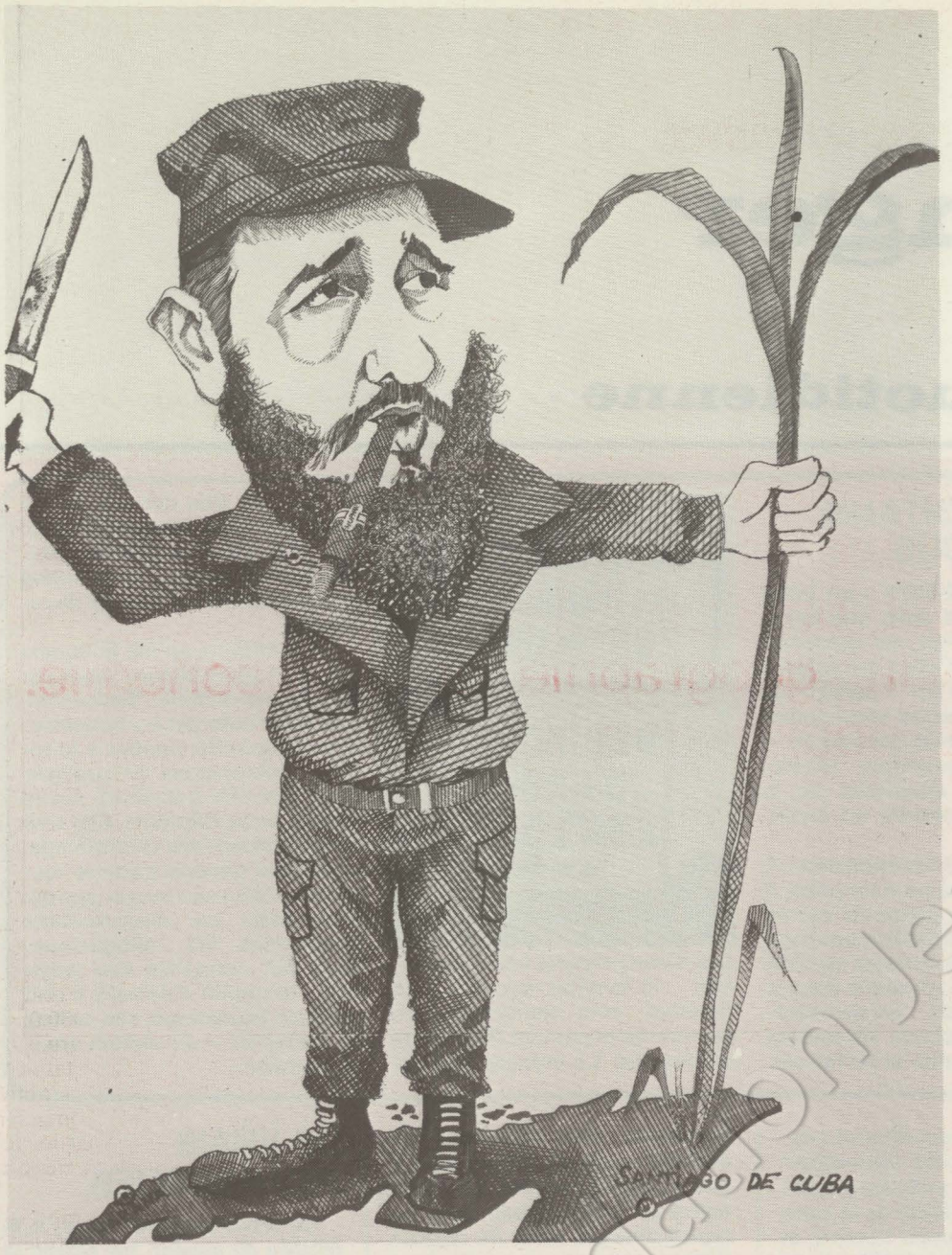
Dès octobre 1959 était promulguée une loi de réforme agraire interdisant de posséder plus de 400 hectares de terre. L'application de la loi commença lentement — aussi lentement que sous le régime Frei au Chili. Mais, en 1960, les Etats-Unis décidèrent de ne plus importer de sucre cubain et les grands propriétaires pratiquèrent le sabo-



Ernesto « Che » Guevara et Nikita Khrouchtchev, à Moscou, en 1960.

Les brigades d'alphabétisation lors d'un défilé du 1er Mai.





tage économique de façon systématique. La réplique fut la nationalisation de tous les biens des ressortissants américains et de toutes les grandes entreprises privées cubaines. En fait, la loi de réforme agraire perdit du même coup une grande part de sa signification et le secteur d'Etat, constitué à partir des nationalisations, couvrit d'un seul coup plus de 60% des terres cultivables. L'agriculture cubaine repose ainsi aujourd'hui sur trois piliers : l'association nationale des petits agriculteurs ; les sociétés coopératives ; et les exploitations qui, sous des formes juridiques diverses, dépendent de l'Etat. Le tout est intégré dans une structure territoriale et administrative qui permet une planification assez rigoureuse, reposant à la base sur une unité économique fondamentale, l'Agrupacion, d'une superficie variant entre 8 000 et 12 000 hectares. Il en est résulté un redressement remarquable de la production agricole. Mais l'isolement de l'île, soumise à un véritable blocus américain pendant plusieurs années, n'a pas permis à la population de tirer de ce progrès un profit aussi important et aussi rapide qu'il eût été possible de l'obtenir.

C'est en ce sens que la place de Cuba dans le monde devint un élément capital de la révolution cubaine. Laissée seule en face des Etats-Unis, l'île était incapable de résister. L'U.r.s.s. vola donc à son secours (on se souvient de l'affaire des fusées soviétiques en 1962) alors pourtant que Castro n'était pas communiste et que les thèses du « guevarisme » correspondaient bien peu à celles défendues par Moscou dans le cadre de la politique de coexistence pacifique.

A partir de là, le castrisme a pu et a su profiter d'une situation compliquée à l'intérieur du mouvement communiste international. Au milieu de la décennie soixante, Castro, qui avait découvert le communisme plus par nécessité que par conviction, se trouve à son tour placé devant le conflit sino-soviétique qui prit en Amérique latine une allure d'autant plus tendue que les Chinois s'étaient prononcés avec beaucoup de fermeté pour le déclenchement de la lutte armée sur le continent.

En janvier 1966, la conférence tricontinentale de la Havane — conférence de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine — fut marquée par un affrontement aussi vif que feutré entre les délégations soviétique et chinoise et par l'habileté de Castro, qui réussit à faire triompher un compromis donnant satisfaction à Moscou.

Castro et Cuba prirent dès lors une stature internationale originale : dans le même temps, le parti castriste devenait un parti communiste fidèle au marxisme-léninisme mais réussissait à prendre suffisamment d'indépendance idéologique pour traiter avec la plus grande franchise le partenaire soviétique. Ce qui n'a jamais empêché Castro d'être un partenaire loyal, qui a montré encore récemment, lors de la conférence d'Alger, qu'il avait bien choisi de soutenir l'U.r.s.s. autant que celle-ci avait choisi de le soutenir.

Il n'est pas jusqu'au « réaliste » Henry Kissinger qui ne se rende compte aujourd'hui que Castro « a tenu » et multiplie ces jours-ci des allusions qui laissent entrevoir sinon un tournant des Américains, du moins le début d'une détente avec Cuba.

Aujourd'hui, Cuba « construit le socialisme ». La bourgeoisie cubaine a été brisée ou obligée de fuir. Le syndicalisme qui existait déjà du temps de la domination américaine a été détruit — parfois physiquement, car la révolution cubaine n'a pas été toujours un modèle de douceur, non seulement à l'égard de « l'adversaire de classe », mais également à l'égard des concurrents possibles. Des succès réels ont été obtenus dans le développement du pays, le plus éclatant étant sans aucun doute celui d'un système d'éducation qui fait de Cuba un des pays les plus développés intellectuellement. Mais l'insuffisance des relations commerciales internationales de l'île, coupée du continent américain et condamnée à commercer avec des pays lointains, sa pauvreté quasi absolue en énergie, qui l'oblige à tirer la majeure partie de sa production énergétique du pétrole importé, le caractère encore dominant de la production sucrière malgré la mise en chantier de plusieurs complexes industriels métallurgiques, électriques et textiles, sont autant d'obstacles à un développement cohérent.

Dans ce style assez inimitable qui est le sien, Castro ne cache pas les difficultés. Il faut lire, par exemple, le grand discours qu'il prononça en novembre dernier pour s'apercevoir que le style souvent empesé des grandes manifestations communistes n'a pas cours à Cuba. Ecoutons-le expliquer comment le gouvernement a arrêté l'inflation monétaire : « Cet objectif a été atteint... de deux façons : d'une part, l'accroissement des biens distribués à la population et, d'autre part, l'augmentation des prix dans le cas d'articles non essentiels. Non essentiels ne veut pas dire non agréables. » Et de citer les cigarettes, la bière, les boissons alcooliques parmi les produits qui, devenus chers, permettent en fait de ponctionner dans la poche du Cubain moyen. Comme si la vodka — sévèrement rationnée maintenant en U.r.s.s. — était devenue un des moyens de financement du budget soviétique.

Dans quelques jours, Leonid Brejnev va donc se rendre à Cuba pour étudier sur place le comportement et l'action de son surprenant allié. Il y recevra un accueil aussi spectaculaire que celui que Moscou avait réservé en 1972 à Fidel, « allié privilégié ». Le Premier secrétaire du P.c.u.s. reprendra-t-il à son compte la citation du poète Nicolas Guillen que fit Alexandre Chelepine, responsable des syndicats soviétiques, devant les syndicalistes cubains : « Nos rêves se sont confondus et se dressent en une même vague ; notre sang s'est également mêlé et il coule dans une même veine » ? Jamais il n'en avait été tant dit par une bouche soviétique.

CLAUDE FUZIER

changer la vie quotidienne

UN AVION TOUTES LES 5 MINUTES

Les habitants de Caen commencent à s'interroger. Jusqu'à présent, leur ville était calme. Comparée aux métropoles bruyantes, polluées, embouteillées, ils se pensaient heureux.

Et voilà qu'on leur annonce un projet d'extension de l'aérodrome de Caen-Carpiquet. Projet prévoyant l'allongement de la piste principale de 1 600 à 2 400 mètres ; le passage de la catégorie C (avions de tourisme) à la catégorie B (moyens courriers et cargos) ; pour 1985, un avion toutes les 5 minutes entre 6 h et 23 h chaque jour. De quoi rêver...

UN NOUVEAU LARZAC ?

« Le général Langlois vient d'avoir une idée ». C'est ainsi que « Moselle-Est », mensuel de la Fédération du Parti socialiste de Moselle présente la nouvelle O.p.a. de l'Armée. Les lacs de Puttelange, propriétés militaires, étaient jusqu'à présent concédés aux pêcheurs par l'intermédiaire des municipalités. Aujourd'hui le général Langlois a de nouvelles ambitions : il veut un champ de manœuvres militaires. Bien évidemment d'un seul tenant. Et pour cela il propose d'échanger les uns contre l'autre. Que le terrain souhaité soit le poumon du Bassin houiller importe peu. La raison d'Etat, que voulez-vous...

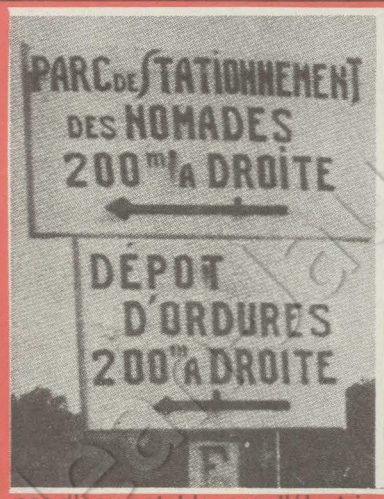
LES INGENIEURS ET FOS

Fâchés de se voir traiter de « bétonneurs », les ingénieurs des Ponts et Chaussées souhaitent faire oublier cette fâcheuse étiquette. Leur journal « P.c.m. » (Ponts et chaussées et mines) lance une enquête pour connaître les initiatives prises par les ingénieurs des Ponts et chaussées afin de préserver le cadre de vie. Noble souhait. Mais dans le même numéro de la revue, consacré à Fos, un article fait le point sur la pollution. Côté atmosphère, ça va. Ce n'est pas préoccupant pour la vie des hommes. Côté eau, c'est un peu plus inquiétant, mais un « secrétariat permanent » a été créé, permettant de « réduire les pollutions existant avant la création de la zone de Fos (faut pouvoir l'écrire) et de prévenir la dégradation de la qualité de l'environnement qu'on aurait pu redouter comme conséquence de la création d'un pôle industriel aussi important. » Si les efforts des P.c.m. sont du type de l'analyse ci-dessus, cela risque d'être inquiétant pour l'environnement.

PAS DE GITANS CHEZ NOUS...

L'hiver 1972-1973 : un bébé meurt de froid dans une baraque en planches, en présence de sa famille. Cela s'est passé à Annecy, dans un « camp » de Gitans, au pied de cette splendide montagne de Semnoz où — l'affaire fit scandale récemment — les clochards de la ville sont emmenés en week-end forcé.

Personne n'en a été étonné. Il n'y a même pas eu d'enquête. Il est vrai que la police ne monte au camp de la Perdière que lorsqu'un vol a été commis en ville. Ce camp, c'est un abcès dans la région d'Annecy : un sol marécageux, à plusieurs kilomètres de tout commerce et de l'école,



pas d'eau potable, pas d'électricité ; 13 familles vivent là ; 13 familles, cela représente, au dernier recensement 56 enfants en bas âge. La municipalité est au courant. Elle connaît même tellement bien ce dossier que, dès qu'il revient sur son bureau, elle le renvoie aux communes environnantes... A charge de revanche.

Le problème en est là depuis dix ans. Il pourrait bien y demeurer encore autant. Seulement, une autoroute est en construction qui joindra Genève à la région Rhône-Alpes. Et précisément elle doit passer là, sur le terrain de la Perdière. Elle doit même y passer dès le printemps. Le Conseil général a admis l'octroi d'un nouveau terrain aux Gitans. Mais les municipalités concernées ont catégoriquement fait connaître leur position : la région d'Annecy a une vocation touristique, elle se doit de respecter « un certain environnement »...

LA POLITIQUE DES ABANDONS

Samedi dernier un défilé silencieux a eu lieu à Gravelines dans le Nord. Pour protester contre la centrale nucléaire que l'E.d.f. doit implanter dans la commune. Alors que l'on ne parle plus que du « problème de l'énergie », du « manque de pétrole », de la « seule solution d'avenir » qu'est le nucléaire, il est bon que les citoyens s'interrogent sur la politique énergétique française.

Car il faut rappeler que les choix précédents — abandon du charbon, abandon des petits barrages, prédominance du pétrole, abandon de la filière française — ont été pris sans que les Français aient la possibilité d'intervenir. L'Etat a choisi pour eux. Constamment.

Le refus de certains de voir construire des centrales nucléaires — classiques ou « rapides » — peut permettre de faire naître un grand débat. Celui du type d'énergie, donc du type de développement, donc du type de société. Et faire prendre conscience à tous du danger potentiel, en l'état actuel des techniques, que recèlent les centrales nucléaires. En mettant l'accent sur tous ces points, sur la pollution, le Comité anti-pollution Dunkerque-Gravelines-Calais (16, rue de Flandre, à Gravelines) ne fait pas autre chose qu'être utile à tous.

LE SILENCE EST D'OR

Sur 88 600 infractions pénalisant ceux qui ne respectent pas la réglementation sur l'environnement 41 300 sont dues au bruit. A croire que la moitié des nuisances dont souffrent les Français sont dues à « l'exubérance ». Mais comme dans le même temps, monsieur Silence, nommé à « grand bruit » il y a un an, a lentement glissé aux oubliettes, une question se pose : l'avalanche d'amendes sur le bruit ne serait-elle pas causée par le simple fait que les contrevenants sont pour l'essentiel monsieur tout-le-monde, alors que les « pollueurs », les autres, font partie de la bonne société ?

DE VRAIS PEDAGOGUES

Ce n'est pas une farce. A la rentrée de janvier, les élèves et les enseignants du C.e.t. de Saint-Ouen-l'Aumône ont eu à appliquer une note de service portant sur le modèle de présentation des cahiers de texte. Passons sur le colonnage, pour en venir à l'essentiel :

« Les mentions « devoir n° » et « Interrogation écrite » sont encadrées à l'encre rouge.

« La mention « compte rendu du devoir » est soulignée à l'encre rouge.

« Les mentions « interrogation orale », « leçon », « exercices faits en classe », « exercices à faire sur cahier ou sur feuille » sont soulignées à l'encre noire ou bleue.

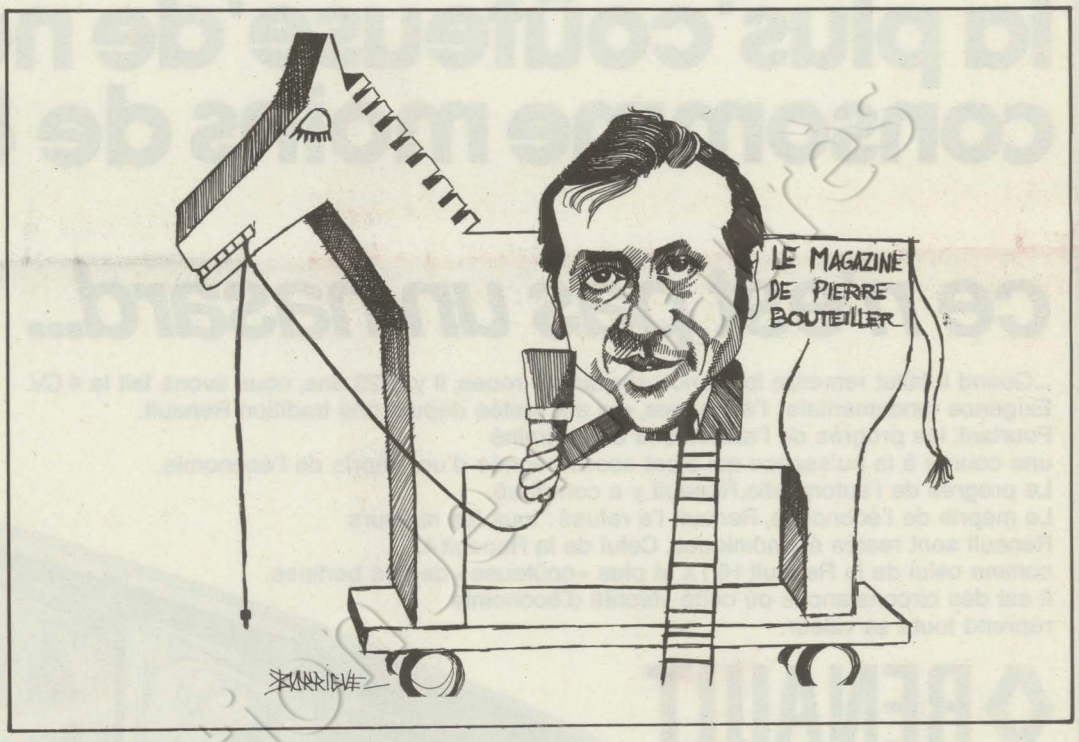
« L'encre rouge n'est pas utilisée pour la rédaction des textes et sujets de réponse.

« Cette présentation est valable pour toutes les disciplines de l'enseignement général et pour les enseignements professionnels donnés devant une classe entière.

« Pour les enseignements professionnels, organisés par stage, chaque professeur indiquera, à la fin du stage, dans la rubrique réservée à sa spécialité, tous les exercices réalisés. » C'est signé « Le directeur pédagogique » !

Un cheval de Troie à l'O.r.t.f.

Pierre Bouteiller est un individu dangereux : son émission respire la liberté.



Chaque matin, à neuf heures et quelques minutes : « Bonjour », dit simplement Pierre Bouteiller. Suit aussitôt une chanson ou une musique : Brel ou Duke Ellington, Barbara, Sergio Mendes, Mozart ou Charles Trénet. Quel est donc cet animateur qui n'est pas au courant des derniers « tubes », qui ne passe pas dix fois par émission son « disque de la semaine » ? C'est que Bouteiller n'est pas un animateur. C'est un journaliste, qui se définit comme tel et prétend uniquement à faire quotidiennement une « émission d'information ».

Tandis que « ces dames des radios périphériques » donnent dans le sussurrement et les propos rassurants ou superficiels, à France-Inter, Bouteiller se donne pour but d'informer. Ce qui ne signifie pas ennuyer : entre les discours ésotériques des spécialistes et la vulgarité savamment étudiée des meneurs de jeu, il a su trouver une tonalité originale. Par le choix des sujets, par la façon de les traiter, le « magazine de Pierre Bouteiller » est tout sauf de la dépêche édulcorée, de la nouvelle réchauffée. Ses auditeurs fidèles prisent au contraire une certaine désinvolture mâtinée d'insolence, de parti pris et, parfois, de mauvaise foi. Plus qu'un style, c'est presque une éthique : Bouteiller sait bien qu'informer ne consiste pas à ânonner les mêmes sempiternels slogans, à faire œuvre de perroquet docile ; informer, c'est aussi réagir à l'événement et donner son avis. Tout en ironie et en allusions, ses prises de position sont des modèles du genre.

Philippe Malaud a bien raison : Bouteiller est un individu dangereux. Parce que son émission respire la liberté. Parce qu'elle ne se cantonne pas à quelques secteurs savamment délimités et étiquetés. La dernière édition du petit Larousse définit le « magazine » comme étant un organe « traitant des sujets les plus divers ». Là est le danger : par définition, Bouteiller peut parler de tout. Et il ne manque pas de le faire ! Il n'est pas rare qu'il s'en amuse lui-même : « Aujourd'hui, nous parlerons de beaucoup de choses différentes. Comme d'habitude. »

Nombreux sont ceux qui voudraient pourtant que cette émission ne soit que « culturelle », au sens le plus arbitraire et le plus restrictif du terme : cinéma, théâtre, disques et littérature. Bouteiller ne l'entend pas de cette oreille : « Je désire faire du culturel dans l'acception chinoise du mot, qui signifie : reflets de la vie. »

Bouteiller traite donc de tout, informe sur tout. Il ne limite pas ses comptes rendus de livres à la production des académiciens ou du Tout-Paris littéraire ; il aurait même tendance à préférer les ouvrages en prise directe sur la vie, par exemple tel volume sur la « fraude fiscale »... ou l'O.r.t.f. Il n'envoie pas seulement ses collaborateurs aux « générales » de la Comédie-française ; ils vont surtout dans les théâtres de la périphérie ou dans les cafés-théâtres, là où l'art dramatique change et s'invente au jour le jour.

Mais si ce n'était que cela, ce ne serait qu'un petit malheur. Figurez-vous que Bouteiller ose aussi parler de la hausse des prix, commenter les déclarations des ministres, donner son avis sur les événements du jour, faire des gags, chercher des illustrations sonores déconcertantes, faire chanter un coq dès qu'il est question de la France... Et puis il envoie des membres de son équipe vérifier le bien-fondé de certaines petites annonces, visiter une « maison de rendez-vous », goûter le beaujolais nouveau. Et puis il dialogue avec le « docteur Inter » qui vient de tester un détergent, une teinture pour cheveux ou un bain moussant. Une autre de ses activités favorites est la revue de presse : hebdomadaires, journaux paraissant le mercredi, journaux à scandales, tout y passe ; des amours successives de Soraya aux éditoriaux du « Point » en passant par les titres de « Détective », Bouteiller prend ainsi régulièrement la température des bouillons idéologiques qui sont déversés sur les Français. Car, n'en déplaise à Malaud, ça aussi c'est la culture ! Ces quelques exemples résument assez bien l'attitude de Bouteiller : ne pas être dupé et ne pas duper. Cette vigilance ne saurait se restreindre aux appréciations à porter sur les manifestations culturelles « consommées » par une minorité privilégiée dans les galeries, théâtres et librairies. Cette vigilance ne peut que s'attacher au cadre et à la qualité de la vie, à la « culture de la rue ». De la sorte s'étend sans cesse le rayon d'investigation du « magazine de Pierre Bouteiller ». A ceux qui font semblant de s'en étonner — parce que cette mise à jour intempestive gêne leurs intérêts et leur conservatisme — faut-il redire que le mot « magazine » est en soi un cheval de Troie ?

On a fait beaucoup de reproches à Bouteiller. Son émission serait trop intellectuelle. Faux procès : l'heure à laquelle elle passe sur l'antenne lui campe un profil sociologique bien précis ; ce ne sont pas les ouvriers qui l'écoutent ; ce sont les « couche-tard », ceux qui ne reprennent leurs activités qu'en fin de matinée ; nécessairement, par leur profession et leur mode de vie, ces gens-là ont déjà un certain « acquis culturel » auquel renvoient les clins d'œil de Bouteiller. Autre accusation : « trop parisien ». En fait, c'est le P.d.g. de l'O.r.t.f. qui détient la solution : avec son budget actuel, Bouteiller emploie deux reporters, un réalisateur, une secrétaire et quelques chroniqueurs extérieurs ; il lui est tout à fait impossible de gonfler son équipe ; pour ce qui est d'aller en province ! Que Marceau Long « rallonge la sauce » et l'ensemble du territoire français sera couvert.

En 1969, Bouteiller avait quitté Europe 1 où les messages publicitaires et les contraintes diverses entravaient son indépendance. Roland Dordhain, alors directeur de la Radio, l'avait aussitôt accueilli. Son magazine est devenu un des piliers de France-Inter, une des rares émissions dont l'O.r.t.f. peut se glorifier à juste titre et dont s'inspirent maintenant, pas toujours avec la meilleure veine d'autres animateurs de la même station. Puisse-t-il durer ! Puisse se poursuivre cet exercice quotidien de liberté critique : ce phénomène est rare par les temps qui courent.

Mais soyons conscients que la position de Bouteiller et de son équipe demeure fragile : l'O.r.t.f. n'a signé avec eux qu'un contrat renouvelable, de trois mois en trois mois. Et, dans cette « grande maison », un contrat est si vite résilié...

JEAN-PAUL LIEGEOIS

à 90 km/h

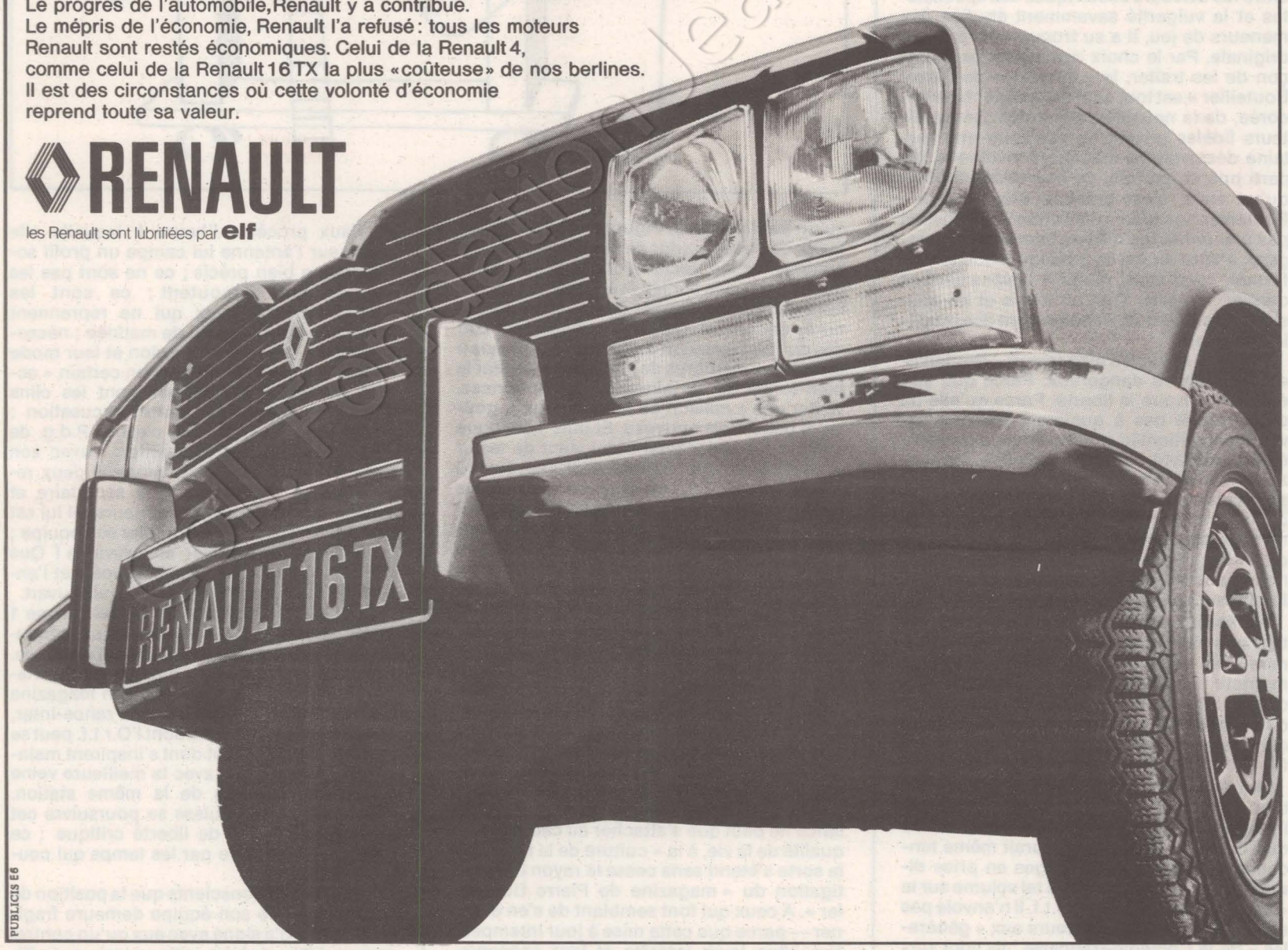
la plus "coûteuse" de nos berlines consomme moins de 8 l. aux 100

ce n'est pas un hasard...

...Quand il fallut remettre la France sur quatre roues, il y a 25 ans, nous avons fait la 4 CV.
Exigence fondamentale : l'économie, qui est restée depuis une tradition Renault.
Pourtant, les progrès de l'automobile ont entraîné
une course à la puissance qui s'est accompagnée d'un mépris de l'économie.
Le progrès de l'automobile, Renault y a contribué.
Le mépris de l'économie, Renault l'a refusé : tous les moteurs
Renault sont restés économiques. Celui de la Renault 4,
comme celui de la Renault 16 TX la plus «coûteuse» de nos berlines.
Il est des circonstances où cette volonté d'économie
reprend toute sa valeur.

RENAULT

les Renault sont lubrifiées par **elf**



PUBLICIS E6

changer la vie culturelle

Exposition

UN ARTISTE INQUIET

Jean-Michel Folon, 39 ans, est surtout connu pour avoir dessiné des couvertures pour « Time-magazine », « Fortune », « l'Express » et « le Nouvel Observateur ». Mais il n'est pas seulement un « cover-artist ». Il est un artiste tout court qui, pour son plaisir et le nôtre, exécute quantité d'aquarelles. Il les expose actuellement à Paris, à la Galerie Weber (90, rue de Rennes, Paris 6e). Il les a aussi rassemblées dans un livre, « La mort d'un arbre » (Alice éditeur, distribution Weber).

Ces aquarelles semblent tirées de la même eau. On y retrouve les mêmes horizons blêmes et dégradés, les mêmes conceptions géométriques, les mêmes schématisations de nos villes nouvelles, les mêmes bonshommes impersonnels taillés dans la brique et qui promènent sur leur tête des faisceaux de flèches agressives.

Incontestablement, Folon sait rendre les obsessions nées des cités modernes. La flèche symbolise ces dangers. « La flèche, dit Folon, est la première invention de l'homme pour se défendre. Maintenant, il faut se défendre contre elle. On étouffe sous les flèches qui nous étranglent comme des lianes. C'est la maladie des villes. »

Ce sont là les thèmes d'un artiste en marge. D'un futuriste inquiet qui offre sa peinture comme un refuge et un avertissement : « La vie même de l'art est la remise en cause des valeurs établies. »

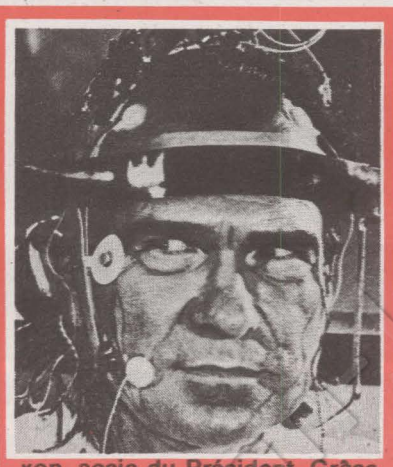
J.-C.R.

Cinéma

NIXON FAIT ENFIN RIRE

Imaginez Bruno Coquatrix téléphonant à Guy Béart ou à Michel Legrand : « Etes-vous libre pour nous écrire une musique de film ? Nous voulons faire quelque chose sur Pompidou, mi-comédie musicale mi-film de montage d'actualités. Ca s'appellera « Georges », tout simplement... » Impensable. Et pourtant, c'est l'équivalent façon Hollywood que vient, avec « Richard », de réaliser un Américain d'origine française : le scénariste et show-businessman Bertrand Castelli — l'homme qui a fait, d'un petit spectacle fauché nommé « Hair », un triomphe mondial.

Sur une partition de l'auteur de « Hair », justement, « Richard » raconte la réussite, dans « ce pays où n'importe qui peut devenir n'importe quoi, même Président », d'un comédien médiocre et sans humour devenant star : Richard Nixon. C'est-à-dire, malgré quelques incidents de parcours — le recours à la chirurgie esthétique, opération qui rate et donne au malheureux le nez et les bajoues qu'on lui connaît... — l'ascension du politicien sans talent appelé Nixon. Film pas vraiment méchant, mais souvent désopilant, grâce à son montage fiction-réalité et à des pastiches bien venus, comme celui d'« Orange mécanique » — Nixon soumis à un traitement électrique, oculaire, etc. pour le rendre moins imbuvable. Grâce aussi au comédien Richard Di-



xon, sosie du Président. Grâce enfin et surtout à l'authentique Richard, Richard-le-maladroit, Richard-la-gaffe, tel qu'il apparaît dans les bandes d'actualités insérées dans ce « document sur la bêtise humaine » : Nixon pêchant à la ligne, Nixon parlant du communisme devant la commission Mc Carthy, Nixon pompiste, Nixon protestant de son honnêteté, Nixon mangeant du gâteau, tout cela restera parmi les meilleurs gags burlesques de l'histoire du cinéma.

S.R.

CITIZEN WELLES

« Citizen Welles », que la 2e chaîne présente dimanche (20 h 30), c'est l'histoire de deux mystères : celui du réalisateur de l'émission, Maurice Frydland — est-ce sa modestie qui jusqu'à présent l'a empêché de mieux « percer » ? Et celui de l'immense personnalité qu'aborde ce « portrait télévisé » : Orson Welles.

Un dossier Welles ? Sûrement pas. Ne serait-ce que parce que l'homme lui-même s'y refuse, brouillant ses pistes comme Arkadin, se dissimulant derrière des miroirs aussi multiples que ceux de « La dame de Shangaï »... Il aura fallu six mois à Frydland — qui avait entre temps accumulé témoignages et documents dont un film de jeunesse inédit et l'« essai » que Welles termine actuellement avec Reichenbach, « Fake » — pour pouvoir enfin rencontrer son héros. Plutôt un kaléidoscope sans cesse changeant, à travers extraits de l'œuvre et interviews aussi bien des compagnons américains de Welles que du caméraman français du « Procès » ou de Jeanne Moreau (« Le procès », « Falstaff »). **C'est la seule approche sérieuse qu'on ait, et sans doute pour longtemps, de l'énigme Welles.**



Livres

ALORS CHERS CONFRERES ?

Joseph Barsalou a une vieille expérience de la presse : il est entré en 1929 à « la Dépêche du Midi » — le journal des frères radicaux Sarrault — et en dirige depuis la rédaction parisienne. Il a connu un métier de bohêmes et de besogneux mal rémunérés. Il côtoie aujourd'hui des confrères standardisés. Cette évolution l'inquiète ; c'est pourquoi il entend poser quelques « Questions au journalisme » (Stock).

Barsalou comprend bien l'écartèlement où se débat aujourd'hui sa profession : d'un côté, les lois sanglantes du marché et du profit, de l'autre les choix idéologiques et la liberté d'expression. Mais, pour lui, cette position incommode n'explique pas toutes les démissions, toutes les soumissions au Pouvoir politique en place ou aux puissances de l'argent. Barsalou est féroce — en connaissance de cause — avec ce qu'il est convenu d'appeler la « grande presse », uniformisée au point que le lecteur n'a plus le choix qu'entre le matraquage publicitaire et l'euphorie organisée.

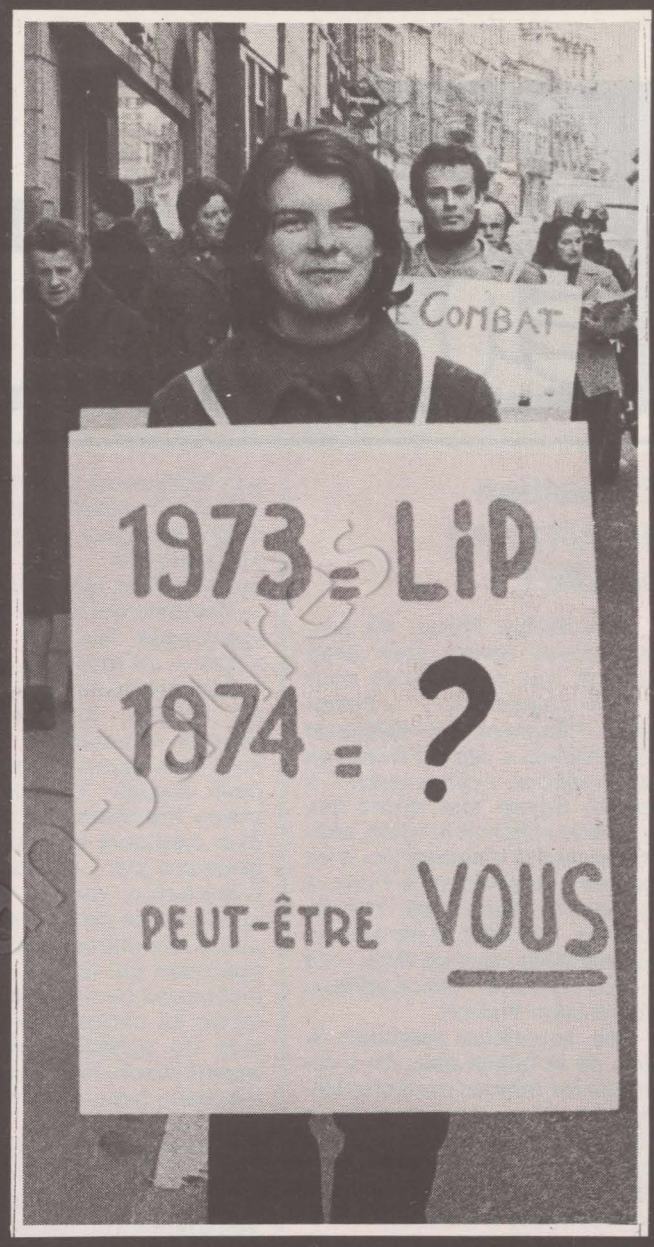
Barsalou n'ignore pas les causes économiques de cette tentative d'anesthésie générale : le rôle des budgets publicitaires dans les journaux, la concentration de la presse parisienne et de province, etc. Mais il refuse d'être dupe des pressions politiques organisées par la Ve République : ce sont les hommes du Pouvoir gaulliste et pompidolien qui manient les ficelles de cette immense marionnette soporifique. Et il dénonce avec juste raison l'étouffement organisé de la presse d'opinion et l'hypocrisie des organes « sans opinion » : on sait que l'apolitisme est toujours une allégeance déguisée aux pouvoirs en place.

Enfin, il refuse l'aberrante dichotomie entre journal d'opinion et presse d'information : Peut-on être vraiment l'un sans être l'autre ?

Alors, chers confrères, qu'en pensez-vous ?

J.-P. L.

L'ARME DU CHOMAGE



Discrètement, Pouvoir et patronat organisent le chômage : l'emploi et la garantie du pouvoir d'achat vont être au centre des revendications.

Cris d'alarme, déclarations apaisantes, petites phrases inquiètes, manifestations d'optimisme, exemples rassurants et analyses tragiques : ni le gouvernement ni le patronat ne semblent décidés à dire si, oui ou non, le nombre de chômeurs va augmenter. On parle de crise, avant d'assurer que la situation n'est pas si mauvaise que cela. On explique qu'on court à la catastrophe, avant de proclamer qu'on fera n'importe quoi pour éviter le chômage et, qu'à côté de ses voisins — et grâce à son gouvernement qui a su, qui a eu la volonté de, etc. — la France s'en tire assez bien. Bref, la plus parfaite perplexité règne : la situation est bonne, sans l'être, tout en l'étant, et on peut s'inquiéter mais il ne faut pas noircir le tableau. Un jour, Christian Poncelet, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, déclare qu'il n'exclut pas l'éventualité d'un tassement économique et d'un nombre de chômeurs « plus important que ce que nous avions envisagé ». Un autre jour, Yvon Chotard, vice-président du C.n.p.f. prédit qu'« il n'y aura sûrement pas 800 000 chômeurs en 1974 » — ce qui ne l'a pas empêché auparavant d'exhorter les syndicats au « sang-froid », car le « sang-froid est toujours une condition pour faire face à des situations différentes et difficiles ». Georges Gorse, ministre du Travail, affirme, lui, que « le marché du travail se maintient à un niveau élevé et que les nuages n'apparaissent que dans certains secteurs particuliers ». Et Pierre Messmer estime qu'il n'est pas douteux que l'année 1974 « s'ouvre sur des incertitudes économiques. »

En dix ans : +73%

Mais, d'ores et déjà, une chose est certaine : l'emploi sera la grande préoccupation durant les mois à venir. Et, déjà, les prévisions s'accumulent. Un scénario de crise, esquissé par le Bureau d'informations et de prévisions économiques, le Bipe — un Bureau d'étude qui dépend de la Caisse des dépôts et consignations — prévoit une progression de 50 % du chômage en six mois : en mars 1974, les chômeurs seraient ainsi au nombre de 865 000, contre 572 000 l'automne dernier. Branches les plus atteintes : l'automobile, la mécanique, la chimie, le textile. Et ceux qui trouvent ce chiffre trop fort avouent néanmoins que le chiffre de 600 000 chômeurs serait dans l'ordre des choses possibles... Déboussolés par les informations contradictoires qu'on leur assène, les Français, aujourd'hui, ont peur : un récent sondage de la Sofres montre que 78 % des personnes interrogées croient à une menace sérieuse de crise économique.

En fait, il est inutile, et peu sérieux, de jouer les Cassandre : nul n'est en mesure aujourd'hui de faire une évaluation précise du nombre prévisible de chômeurs en 1974. On ne peut que constater deux faits : depuis des années, le chômage a eu tendance à augmenter. Et c'est une chose qui inquiète de plus en plus profondément les salariés.

Les chiffres sont là. Accablants. De 1962 à 1968, le pourcentage de chômeurs par rapport à la population active disponible est passé de 1 à 2,2. Certes, ce pourcentage est descendu à 1,7 en 1970 mais pour remonter de plus belle : 2,2 % en 1971, 2,4 % en 1972. D'autres statistiques montrent que les salariés ont de plus en plus de raisons de craindre la perte de leur emploi : il y a dix ans, 35 % de ceux qui étaient à la recherche d'un travail avaient été licenciés. Aujourd'hui, ils sont 60 % à chercher du travail parce qu'on les a mis à la porte. En gros, le double. 4,6 millions de travailleurs ont changé d'établissement entre 1965 et 1970 ; 3 millions seulement entre 1959 et 1965. Pendant la même période, 2,6 millions de salariés sont passés d'une entreprise à une autre, au lieu de 1,9 million entre 1959 et 1965. « Malgré ses manipulations statistiques, le Pouvoir ne peut dissimuler la montée très nette du chômage en France », constate Jean-Pierre Oppenheim, secrétaire confédéral de la C.f.d.t. chargé des problèmes d'emploi. En janvier 1973, déjà, la C.g.t. affirmait, chiffres à l'appui, que la France n'avait jamais compté autant de chômeurs depuis la guerre. Et précisait qu'au cours de ces dix dernières années, la population à la recherche d'un emploi avait augmenté de 73 %.

Une chose étonne : cette persistance d'un haut niveau de chômage alors que la France a un taux assez fort de croissance économique. Comment expliquer, en effet, que le bond prodigieux de certains secteurs de l'industrie, les bénéfices fabuleux de certaines entreprises n'aient pas entraîné une diminution du chômage ?

« En fait, explique Jean-Pierre Oppenheim, le haut niveau de chômage est dû, en partie, au fort taux d'expansion économique. Il y a plusieurs causes au chômage. D'abord, le type de développement

économique choisi par le VIe Plan : un taux d'expansion élevé nécessite la disparition d'un certain nombre de petites entreprises, ou le non-investissement dans un certain nombre de secteurs. D'autre part, ce haut niveau d'expansion implique des restructurations, des mutations ; ce qui est la cause d'un second type de chômage. Enfin, il y a une troisième cause, et c'est peut-être la plus sensible en France depuis quelques années, surtout depuis 1968 : le capitalisme français a investi pour diminuer la main-d'œuvre nécessaire à une production donnée. Toute la recherche en matière d'investissement consiste à trouver une machine, ou un type de production, pour produire la même chose avec dix travailleurs là où il en fallait quinze auparavant. »

Le cas du textile

Tout s'ordonne selon le profit, on le sait : le chômage n'échappe pas à la règle. Dans toutes les branches de l'industrie, le patronat, pour gagner plus, s'organise scientifiquement. Et si dans certaines branches, le chômage est très fort, cela correspond à une volonté bien définie des chefs d'entreprise.

Dans le textile, par exemple, les choses vont mal. Très mal. Depuis longtemps. Entre 1962 et 1973, le nombre de salariés du textile est tombé de 516 000 à 410 000 ; celui des employés de l'habillement, de 308 000 à 303 000 ; et celui des ouvriers de l'industrie du cuir, de 150 000 à 132 000. Entre 1954 et 1973, le textile a perdu 214 000 emplois (2,3 % en moyenne chaque année), l'habillement 54 000 emplois et les cuirs 30 000 emplois. En 1972, il y a plus de 10 000 licenciements dans le textile, 9 000 dans l'habillement, 4 200 dans les cuirs : et ce sont là des chiffres de l'Assedic, qui n'indiquent pas la totalité des licenciements, mais donnent tout de même une idée de leur importance. On ne compte plus les fermetures d'usine : dans l'industrie du cuir, par exemple, 1 000 entreprises de plus de dix salariés ont fermé leurs portes au cours de l'année 1970-1971. Par contre, les entreprises plus importantes progressent : dans le textile, les usines de plus de 500 salariés emploient 47,7 % des effectifs de la branche en 1969 ; en 1971, elles en employaient 50,4 %. Et les 150 entreprises de cette taille effectuent 58 % des investissements du textile. Première conclusion : la restructuration de la branche a entraîné mutations et licenciements.

Ce n'est pas tout. Le patronat a su mettre en place des méthodes efficaces pour accroître la rentabilité de ses entreprises. Le salaire au rendement, très pratiqué dans cette branche, le travail posté qui rentabilise la machine, l'augmentation des cadences ont permis, pour les patrons, des « scores » fabuleux : ainsi, entre 1962 et 1972, la production dans le textile a augmenté de 43 % pendant que les effectifs baissaient de 20 %. Chaque salarié produit donc en moyenne 80 % de plus. Même chose dans les cuirs où la production, pendant la même période, augmente de 32 % ; les effectifs, eux, baissent de 12 %. Conclusion des syndicalistes : salaire au rendement et augmentation des cadences sont les principaux facteurs de diminution d'emploi.

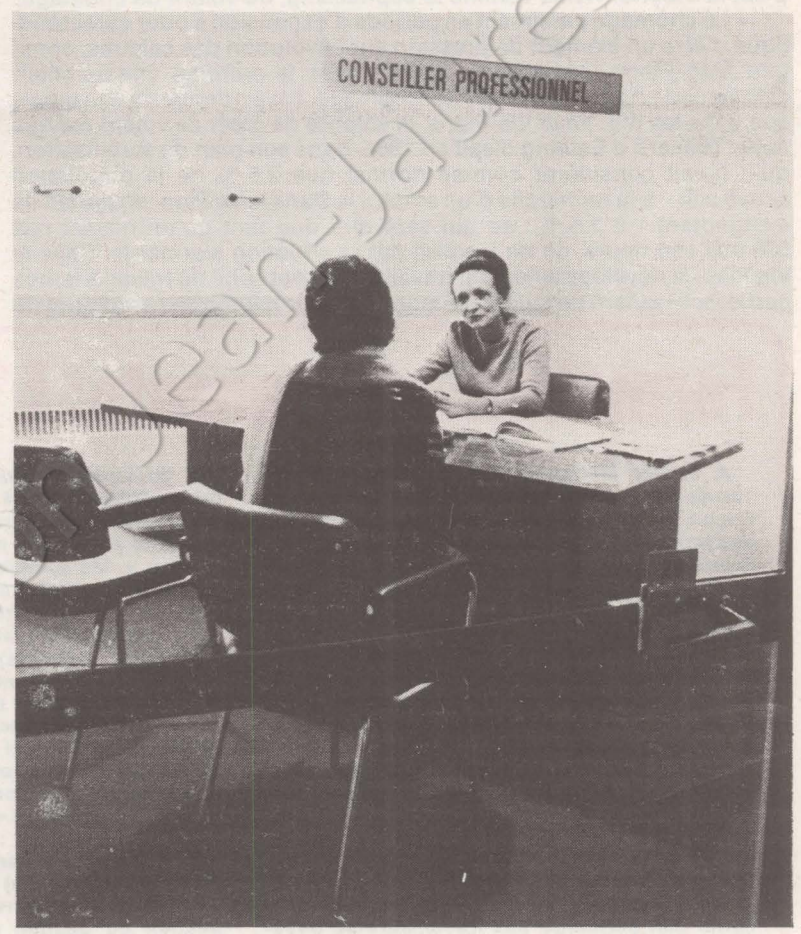
Enfin, la politique d'investissement des firmes augmente encore le chômage. D.m.c., Texunion, Agache-Willot et Schaeffer vont s'installer en Afrique, Prouvost en Tunisie, en Espagne et en Amérique du Sud : la main-d'œuvre y est meilleur marché. « Ce n'est pas un hasard si le textile est très touché par des licenciements, explique un syndicaliste : le capital investit à Macao, Hong-Kong et Dakar, pendant qu'en France Boussac investit dans l'immobilier. Et on laisse dépérir les entreprises françaises. »

Le textile est un exemple extrême. Mais, dans nombre d'autres secteurs, le chômage existe et s'amplifie. Encore faut-il arriver à le chiffrer. Ce n'est pas facile. C'est quelquefois impossible. Impossible, par exemple, de connaître le nombre de chômeurs dans le bâtiment. Ce qui ne veut pas dire que tous ceux qui le veulent trouvent du travail. Loin de là. « Quand un chantier est fini, le contrat se termine. Et ceux qui ne sont pas réembauchés tout de suite sur un autre chantier cherchent du travail dans une autre industrie, explique Jacques Tignon, secrétaire général de la fédération C.f.d.t. de la Construction. Ce qui explique la moyenne d'âge jeune de la profession (25-40 ans) et la courte moyenne d'activité dans cette branche : une quinzaine d'années environ. Pour 1974, nous avons beaucoup de craintes, nous savons que nous serons une des premières industries touchées. Il y aurait pourtant moyen d'éviter cela : si on réduisait les horaires de travail, qui sont de 48 heures, cela dégagerait des milliers d'emplois. » Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, le mensuel économique « l'Expansion » prévoit pour 1974 une stagnation qui pourrait aller jusqu'à la récession.

Artichauts en conserve

Dans bien d'autres branches, aussi, les salariés s'inquiètent pour leur avenir. C'est le cas notamment dans le secteur de l'énergie, de l'automobile, des métaux non ferreux. Pour les travailleurs des cimenteries, par exemple, l'emploi est source de souci et ils l'ont expliqué au cours de leur récente grève **(voir les numéros de décembre de « l'Unité »).** La restructuration des entreprises dans la branche supprime des emplois : il y a une quinzaine d'années, on comptait plus de 30 entreprises de cimenterie. Aujourd'hui, 4 grandes entreprises couvrent la





quasi-totalité du marché. Parallèlement, entre 1969 et 1972, les effectifs sont tombés de 15 000 salariés à 14 000. Des usines ferment leurs portes : toutes les petites unités dans lesquelles on n'investit pas, cependant que l'on pousse les usines modernes, automatisées. « Une des raisons structurelles du chômage tient dans le mode d'investissement des entreprises françaises, et des entreprises industrielles modernes, estime Michel Rolant, secrétaire national de la C.f.d.t. On a vérifié que le taux de croissance en France est réalisé, pour l'essentiel, par des investissements de productivité. On crée 1 % d'emplois industriels par an. C'est plus que ne prévoit le Plan. Mais c'est largement en deçà du taux d'augmentation de la production. Il y a donc, inévitablement, des transferts de main-d'œuvre et le déséquilibre naturel augmente. C'est caractéristique du capitalisme, très spéculatif, dans lequel nous sommes. »

On le voit, le patronat a une tactique très au point pour adapter l'emploi à ses intérêts. Il sait également l'adapter, de façon différente suivant les endroits et les ressources, à ses besoins. Sa méthode est souple. Et inventive. Tout lui est bon lorsqu'il s'agit de réduire les coûts salariaux, depuis l'embauche de travailleurs en dessous de leur qualification — il n'est pas rare de voir un titulaire de C.a.p. être O.s. — jusqu'aux mises à la retraite anticipée. Dans les régions où les problèmes d'emploi sont les plus grands, comme la Bretagne, les jeunes doivent accepter des emplois qui ne correspondent en rien à leur formation. Dans le nord du Finistère, où le taux de scolarisation est le plus fort de France, il n'est pas rare de trouver un titulaire du bac technique qui met des fonds d'artichauts en conserve. Le maire de →

L'ARME DU CHOMAGE

→

Morlaix, Jean-Jacques Cleach, socialiste, nous déclarait il y a un an : « Le lycée a ici 1 500 élèves; dont la moitié suivent la section technique. Très peu arrivent à trouver du travail sur place. » Alors, les jeunes ont le choix entre s'embaucher comme manœuvre dans le bâtiment, aller à Brest, où les chantiers navals leur proposent des emplois peu qualifiés (chaudronniers, soudeurs), ou quitter la région.

Souvent, même, le patronat organise sciemment la déqualification des salariés pour avoir une main-d'œuvre à bon marché. Ainsi, on s'en souvient, les patrons de l'usine du Joint français à Saint-Brieuc avaient besoin d'un personnel formé au travail manuel délicat. Par un heureux hasard, les jeunes filles de la région recevaient donc souvent une formation de couturière dans les centres de formation professionnelle de l'Etat. Elles possédaient la dextérité nécessaire, mais elles n'avaient pas la qualification et étaient contraintes d'accepter des bas salaires.

Enfin, le patronat croit souvent pouvoir jouer sur le velours. Il ne répugne pas au chantage : n'y a-t-il pas en France une réserve permanente de plus de 500 000 chômeurs qui n'attendent qu'un emploi ? En d'autres termes : « Ne vous plaignez pas trop, ne revendiquez pas trop, nous pouvons facilement vous remplacer », menace le patronat. C'est la théorie, vieille comme le capitalisme, du volant de chômage.

« Le chômage persistant en période d'expansion a pour caractéristique d'être un élément de pression sur l'évolution des salaires, constate Jean-Pierre Oppenheim. Evidemment, le patronat crie au scandale quand on parle de volant de chômage. Il n'en demeure pas moins que dans les IVe, Ve et VIe Plans, la volonté de créer ce volant est très nette. Giscard d'Estaing disait en 1964, dans son plan de stabilisation, qu'il fallait considérer comme normal que 2,5 % de la population active soit « à la recherche d'un emploi ». Dans le Ve Plan, on parlait de « clignotant » à 2,5 % : ce qui veut dire que tant qu'on n'avait pas 500 000 chômeurs, on ne trouvait pas la situation alarmante. Dans le VIe Plan, le développement du travail féminin et celui du travail à temps partiel sont autant de façons de morceler le problème de l'emploi, et de dissimuler le problème du chômage. Le développement considérable de l'intérim, par exemple, et tout ce qui remet en question la situation acquise de salarié — comme l'utilisation de vacataires, de non-statutaires dans la Fonction publique — tout ce qui montre la volonté de se donner une certaine « souplesse » au détriment des travailleurs, tout cela est à intégrer dans la politique du volant de chômage. »

« Il y a aujourd'hui un très grand nombre de personnes en état d'insécurité d'emploi, estime Jacques Leroy, responsable de la commission confédérale de la C.g.t. sur l'emploi et la formation professionnelle. On pense tout de suite aux immigrés. Leur situation est réellement grave, mais ils ne sont pas les seuls : les catégories touchées par ce phénomène d'insécurité se multiplient. Il y a d'abord tous les travailleurs qui sont sous contrat pour une durée déterminée, dans le secteur privé — les travailleurs immigrés de Citroën, par exemple — ou dans le secteur public : auxiliaires de l'Etat, vacataires. Puis les travailleurs temporaires, que le Conseil économique et social a estimé l'an dernier entre 150 000 et 250 000. Les jeunes qui cherchent un emploi. Les gens âgés, et quelquefois être âgé signifie avoir plus de 35 ans car certaines entreprises n'embauchent plus passé cet âge. Sans oublier les travailleurs de l'industrie de haut niveau : l'E.d.f. avait défini qu'un ingénieur n'ayant suivi aucune formation était « dépassé » au bout de sept ans. Toutes ces catégories qui sont souvent rejetées sans faire l'objet de licenciement, qui sont brimées dans leur droit au travail, constituent l'armée de réserve moderne. Comme ces formes d'emploi sont de plus en plus utilisées et qu'elles vont encore augmenter, le chômage risque d'être mieux camouflé. »

On le voit : un chômeur ne s'appelle pas toujours chômeur, il n'est pas obligatoirement pris en compte dans les statistiques. Les personnes à la recherche d'un emploi sont plus nombreuses qu'on ne le croit : « Le nombre de chômeurs réel gravite autour de 600 000 », déclarait mercredi le secrétaire général de la C.g.t., Georges Séguy. Et le patronat dispose là d'une formidable marge de manœuvre.

Il ne s'en prive pas. Et il a encore complété son arsenal en se donnant une grande liberté de licenciement qui ne tombe pas toujours sous le coup de la loi. Rien n'empêche de préférer des licenciements

Formation permanente: L'entonnoir dans le bon sens

A l'Hôtel Matignon comme avenue Pierre 1er-de-Serbie, au gouvernement comme au C.n.p.f., on pense avoir trouvé une triple réplique aux inquiétudes qui pèsent sur l'emploi (voir ci-dessus) : **offrir aux chômeurs les places que libéreraient à la fois les départs en pré-retraite, la limitation de l'immigration et la formation permanente. Vaine rêverie dans les deux premiers cas, l'hypothèse peut se vérifier dans le troisième. Mais pas de façon quantitativement décisive. Et puis, n'est-ce pas une bien étrange façon de mettre en valeur ce grand objectif qu'est la formation permanente ?**

Préfaçant le livre « Education permanente et socialisme », aux éditions Tema, François Mitterrand rend à la question sa véritable dimension : « Derrière le débat sur l'éducation permanente, écrit-il, se dissimule un enjeu syndical, politique et moral considérable.

Enjeu syndical, puisque l'éducation permanente doit permettre aux travailleurs de développer effectivement leurs compétences professionnelles et accroître leur capacité à maîtriser leur travail.

Enjeu politique, puisque l'éducation permanente doit donner la possibilité réelle aux citoyens d'exercer plus librement leur choix, en analysant le milieu dans lequel ils vivent.

Enjeu moral, puisque l'éducation permanente doit les inciter à se libérer de la routine et à développer leur personnalité dans le sens d'un accomplissement individuel et collectif.

Trouve-t-on trace de ces besoins fondamentaux dans les textes de 1970 et 1971 ? Ils ont été vidés de leur substance. De surcroît, ces dispositions, déjà si insuffisantes, le patronat et le gouvernement les ont littéralement et consciemment dénaturées, en réduisant l'éducation permanente à la seule formation professionnelle, en l'organisant en fonction des seuls besoins à court terme de l'appareil de production capitaliste.

L'éducation permanente n'est authentique que si, au droit à la formation syndicale, depuis peu reconnu, se joint le droit à la formation politique ».

La perspective étant ainsi tracée, il serait injuste de ne pas souligner ici l'effort considérable qu'accomplissent en la matière, parmi d'autres mais dans les tout premiers rangs, des organisations comme la Ligue française de l'enseignement et le club Démocratie et Université (D.u., 25, rue du Louvre, Paris 1er ; CEN.01.22). Deux groupements qui ont au moins en commun de faire paraître leurs travaux sur l'éducation permanente à la même maison d'édition : Tema.

« D.u. », les socialistes connaissent. Associé au Parti socialiste, ce « carrefour politique et syndical » reste le seul lieu d'échanges, où syndicalistes (ouvriers, étudiants et enseignants de toutes les centrales), sympathisants et adhérents du Parti peuvent confronter leurs points de vue. L'objectif étant d'alimenter le débat politique au sein de la gauche et du Parti socialiste, en gardant avec celui-ci une marge d'autonomie et en fonctionnant comme un « laboratoire de pensée », soucieux de préparer le long terme. Notamment en animant « Les publications socialistes » (responsables : M. Berson et P. Ory), qui a déjà à son actif la parution du bulletin « Débat » (5 numéros par an) et de deux brochures : « L'institution scolaire en question » et « Autogestion ou gestion démocratique ». Quant à l'Université socialiste (responsable A. Meyer), elle a pour objet d'organiser des assemblées-débats publiques et d'animer des travaux de commission en petits groupes avec, comme thème commun pour cette année, l'examen critique de notre « Changer la vie ». Le Centre d'information socio-politique de D.u., lui, réalise des fiches de documentation (5 par an, même format que « Débat ») et a déjà traité « Le socialisme depuis 1945 » et « Les expériences socialistes dans le monde ». Enfin, l'association mène une action spécifique en milieu étudiant (responsables : B. Périné et D. Cytermann).

C'est donc Démocratie et Université qui publie, sous la préface de François Mitterrand, « Education permanente et socialisme ». Trois ans après la conclusion, en juillet 1970, du premier accord national patronal-syndicats sur le perfectionnement professionnel, deux ans après le vote, en juillet 1971, de la loi sur la formation continue. Commentaire critique des textes officiels, appréciation de la position des organisations syndicales ouvrières et du patronat, analyse du rôle propre de l'Education nationale, présentation de la politique de formation permanente dans divers pays étrangers : la partie descriptive du livre est, en elle-même, très riche, et constitue un utile bilan.

Gérard Delfau, président de Démocratie et Université, Stélio Farandjis, co-responsable de la commission Education du Parti socialiste, Jean-Paul Bachy, attaché de recherche à l'Institut des sciences sociales du travail, Dominique Taddei, secrétaire national du Parti pour les Affaires culturelles, mais aussi des responsables des centrales syndicales (C.g.t., C.f.d.t., F.o., Fen), des sociologues, des animateurs de mouvements de jeunesse ont contribué à la rédaction de ce dossier.

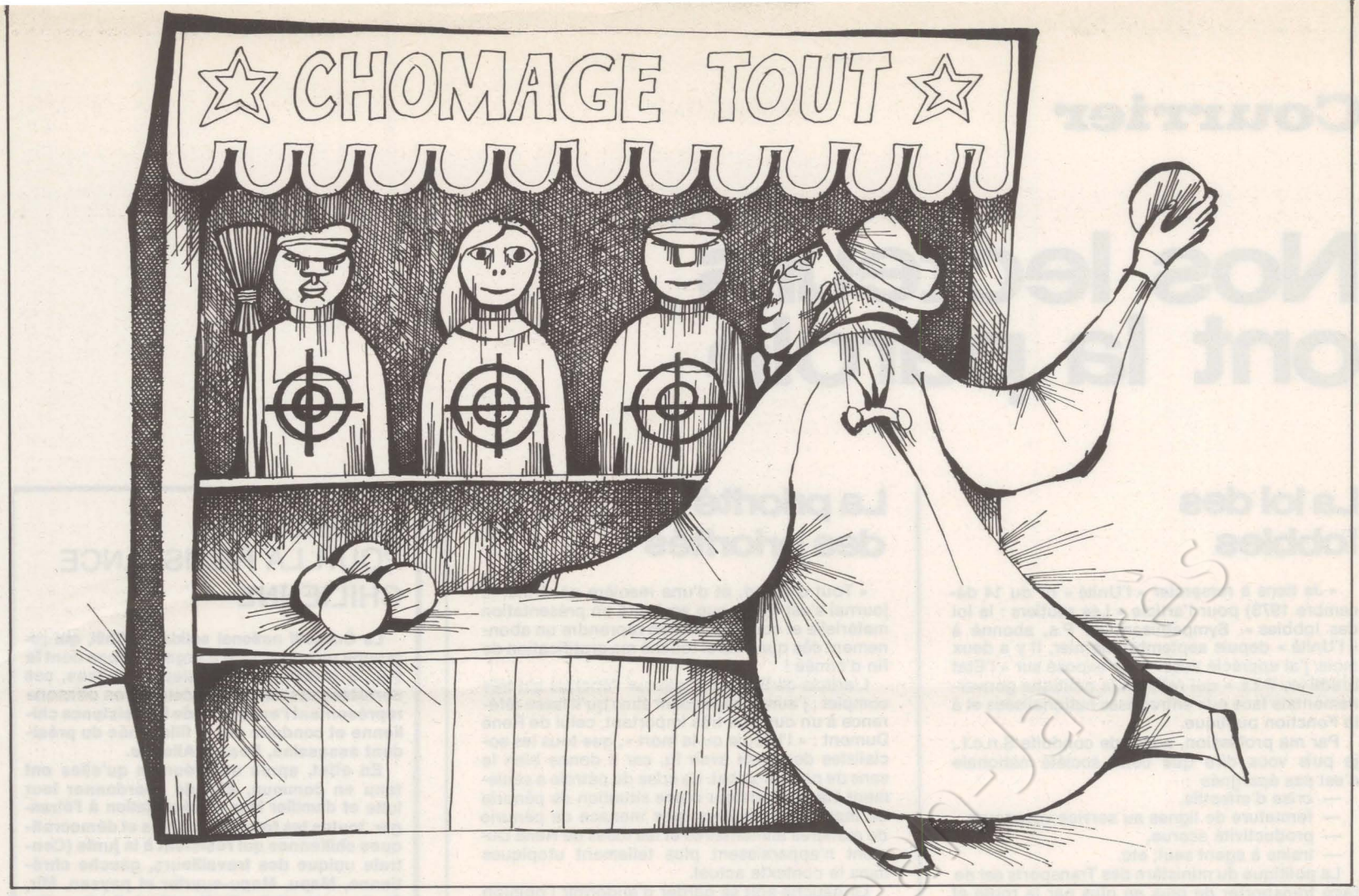
Approche scientifique, large confrontation, volonté unitaire, tels sont les traits dominants de ce travail collectif. Il y a là, pour les militants socialistes, un précieux outil d'analyse, en même temps qu'un instrument pour l'action.

Complémentaire est l'ouvrage que la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente — qui multiplie en ce domaine actions de formation, films, fiches juridiques, etc. — fait paraître, sous la signature de Michel Tricot, chez le même éditeur : « De l'instruction publique à l'éducation permanente ». Il nous raconte comment les notions d'Ecole et de République sont historiquement mêlées — et quelle part la plus que centenaire Ligue de l'enseignement y a prise — avant qu'on débouche sur une redéfinition de la laïcité « plus ouverte, mais aussi plus fondamentale », aboutissant à faire déborder l'éducation hors de l'école vers les activités socio-culturelles, l'animation de quartier, les loisirs quotidiens... Culture générale, culture civique, culture professionnelle.

Si l'éducation permanente se garde de « gaspiller crédits, talents et compétences pour renouveler les mêmes erreurs qu'une institution scolaire aujourd'hui remise en question par tous », si elle devient un véritable service public pris en charge par la nation tout entière, alors naîtront « de véritables citoyens dans le cadre d'une démocratie réelle, et non formelle ». Vous voyez bien qu'on retrouve le propos de Bachy, Delfau, Farandjis et Taddeï...

C'est aussi un peu ce que disait mardi Jean-Paul Colas dans la première émission de la série télévisée « Nouveaux départs » consacrée à la formation permanente — Colas, fils d'agriculteur pauvre, en train de se reconvertir dans l'horticulture : « La vie, c'est comme un entonnoir qui s'élargit : quand on est au début, on est à l'embouchure ». L'éducation permanente, c'est que des millions de Colas ne prennent pas l'entonnoir à l'envers.

A.V.



individuels, échelonnés dans le temps, à une « charette » d'une trentaine de personnes. Et quand on ne veut plus investir dans une entreprise, rien n'empêche de stopper l'embauche. « On peut dire que certaines entreprises se renouvellent en trois ans, explique Jacques Leroy. Je connais une entreprise de 3 000 salariés qui arrivait à embaucher 1 000 personnes par an. Il suffit de bloquer l'embauche un an, et on supprime 1 000 emplois dans la région. »

Enfin, les délais obtenus pour négocier lors de licenciements collectifs sont le plus souvent mis à profit par le patronat pour inciter aux départs volontaires. Dans le textile, on a souvent vu des entreprises où un train de licenciements touchant 100 personnes était annoncé ; et quand la mesure devenait effective, on s'apercevait qu'il y avait eu entre temps 40 départs volontaires, 10 jeunes partis au service militaire, 10 femmes en congé de maternité, 10 mises à la retraite anticipée, 5 travailleurs mis en formation professionnelle. Pour le peu qui reste, expliquait alors le patronat, il n'y avait nul besoin de réunir la commission paritaire sur l'emploi...

« La lutte sur l'emploi est donc difficile, dit-on à la C.f.d.t. Quand il y a une grande récession, les travailleurs sont prêts à se battre contre des trains de licenciements, car ils savent qu'ils ne retrouveront pas de travail ; mais en période d'expansion, ils n'ont pas du tout la même attitude. Et, jusqu'à présent, il y avait une certaine difficulté à mener sur l'emploi des luttes d'envergure. On n'a eu d'action collective que dans des situations assez extrêmes, comme Lip. Quand des boîtes ferment complètement, la solidarité, le phénomène de défense de l'entreprise à laquelle on appartient font qu'il y a des possibilités d'action. De tels cas sont rares. Le plus fréquemment, on assiste à des mutations, des restructurations, des trains de licenciements. Et là, il est d'autant plus difficile de déclencher une action que le patronat a mis au point une stratégie anti-action avec la pré-retraite, les propositions individuelles de reclassement. Alors, souvent, on assiste à un effritement, car le patronat présente des choses sûres et l'action collective apparaît, elle, comme peu sûre. De plus, le patronat exerce des pressions sur ceux qui ont gardé leur emploi. » Ce dispositif est d'autant plus redoutable quand la situation économique et sociale est plus tendue. C'est bien ce qui inquiète aujourd'hui les syndicalistes.

L'emploi est ainsi, aux yeux de F.o., « un problème majeur : compte tenu de la dégradation actuelle, indiscutable, et des risques de récession, il faut pratiquer la sélectivité des investissements pour développer l'emploi, remettre les métiers manuels en honneur, empêcher que le patronat utilise la loi sur la formation permanente au profit exclusif des entreprises... »

« La crise énergétique est une crise réelle, estime Michel Rolant, car elle produit une modification structurelle importante sur le marché des produits énergétiques, mais aussi sur celui des matières premières. A une période de gaspillage va succéder une période de matières premières durement négociées. Comme nous n'avons pas de politique énergétique, cette situation ne peut que durer. Ce qui est clair, c'est que l'inflation ne fera qu'augmenter : les prix, qui ont augmenté en 1973 de 9 à 11 %, vont augmenter cette année de 12 à 15 %. Nous entrons malgré tout dans une période de récession économique. Et, de toute façon, il y aura augmentation du chômage : on aura soit du chômage technique, s'il y a des difficultés conjoncturelles, soit la continuation d'une politique qui vise à avoir un volant de chômage. »

Le Pouvoir semble n'avoir pas encore choisi sa voie. Face à une situation de l'emploi qui ne peut que se dégrader, que va-t-il faire ? Spéculer sur la crainte qu'engendre le chômage pour menacer les syndicats et refuser toute augmentation de salaires ? Il semble aujourd'hui que gouvernement et patronat ne tiennent pas à créer la panique, et hésitent à jouer aux apprentis sorciers. Ils connaissent tout de même le prix qu'ils risquent de payer si le chômage augmente trop, et certains membres du patronat n'ont pas oublié que Mai 1968 avait suivi une remontée du chômage en 1967 et des campagnes d'action sur l'emploi dans différentes régions. Certains spécialistes estiment donc que l'on s'oriente plutôt vers la mise en place discrète d'un « plan de gestion du chômage » qui pourrait revêtir plusieurs formes (par exemple, réduction des heures, multiplication des congés exceptionnels, contingentement de l'immigration).

Les syndicats connaissent — et ne sous-estiment pas — la difficulté de mobiliser les salariés sur cette question. Mais ils savent que les batailles qu'ils vont déclencher sur l'emploi seront d'une importance capitale. « On ne peut dire quel niveau atteindra l'aggravation du chômage, déclare Jacques Leroy. Mais un des facteurs essentiels sera la façon dont les travailleurs vont réaliser leur unité sur les questions d'emploi. Pour nous, garantie de l'emploi et du pouvoir d'achat sont les données prioritaires. »

« Nous sommes dans une situation politique difficile, pense Michel Rolant, avec des tentations de durcissement de la droite et une tendance dominante à la répression. Il faut donc éviter à tout prix une augmentation du chômage et obtenir des garanties d'emploi et de ressources pour tous les travailleurs, ainsi qu'une égalité des droits face à l'emploi. Car c'est sur la base de statuts discriminatoires que le gouvernement fait sa politique. Aujourd'hui, nous sommes dans une période d'incertitude, avec une capacité de bataille sérieuse, sans que l'on puisse mesurer l'ampleur du phénomène, ni l'ampleur de la bataille. Tout le problème est là : quelle est la possibilité de mobilisation des syndicats et des partis ? »

Une chose, d'ores et déjà, est certaine : l'emploi et la garantie du pouvoir d'achat vont être au centre des revendications des travailleurs. Et probablement dès les prochaines semaines. Car dans les diverses hypothèses actuellement retenues pour la production industrielle brute en 1974, c'est dès mars-avril que serait atteint le nombre de chômeurs prévu.

Entre la C.g.t. et la C.f.d.t. des rencontres ont déjà eu lieu, des actions sont envisagées. Face au Pouvoir qui n'en finit plus de s'enliser dans ses hésitations et ses contradictions, les travailleurs sont résolus à rappeler une fois de plus que leur sort ne doit pas dépendre des sacro-saintes lois de la rentabilité capitaliste.

MICHELE BACKMANN ET CHRISTINE COTTIN

Courrier

Nos lecteurs ont la parole

La loi des lobbies

« Je tiens à remercier « l'Unité » n° du 14 décembre 1973) pour l'article « Les routiers : la loi des lobbies ». Sympathisant du P.s, abonné à « l'Unité » depuis septembre dernier, il y a deux mois, j'ai apprécié aussi votre exposé sur « l'Etat brade les P.t.t. » qui reflétait la politique gouvernementale face aux entreprises nationalisées et à la Fonction publique.

Par ma profession, agent de conduite S.n.c.f., je puis vous dire que cette société nationale n'est pas épargnée :

— crise d'effectifs,
— fermeture de lignes au service voyageurs,
— productivité accrue,
— trains à agent seul, etc.

La politique du ministère des Transports est de faire transporter de plus en plus par la route et de freiner l'expansion de la S.n.c.f. » (Claude SPATIER, Manduel).

La circulation à Aix

« Dans votre n° 88, page 14, vous critiquez injustement une décision de la municipalité aixoise. Il est apparu nécessaire au conseil municipal de créer une deuxième ceinture d'un rayon plus grand ; la voirie en est largement réalisée côtés sud et ouest ; restent les côtés nord et est. Ce deuxième circulaire ne sera pas une rocade, mais de la même largeur que le premier construit à l'époque des diligences ; il comportera des feux aux croisements importants et des passages-piétons. Dans la partie nord, un boulevard était prévu au plan d'urbanisme de 1961 et on en a tenu compte dans les permis délivrés depuis. La zone est habitée ; 2 880 logements ont été édifiés dans un rayon de 500 mètres autour de l'atelier Cézanne. Le boulevard nord ne touche pas le périmètre du Pavillon Cézanne ; il ne sera pas visible de l'atelier. Sans doute il faudra, ici ou là, couper quelques arbres extérieurs au Pavillon Cézanne. Il serait plus grave, je crois, de démolir des maisons nouvellement construites. Chaque fois qu'un arbre sera sacrifié, il sera remplacé ». (Félix CICCOLINI, sénateur-maire d'Aix-en-Provence).

La priorité des priorités

« Tout d'abord, et d'une manière générale, le journal s'est beaucoup amélioré en présentation matérielle et contenu. Je vais reprendre un abonnement dès que j'aurai touché ma gratification de fin d'année !

L'article de David Sylvain sur l'énergie est très complet ; j'aurais cependant aimé qu'il fasse référence à un ouvrage très important, celui de René Dumont : « l'Utopie ou la mort », que tous les socialistes devraient avoir lu, car il donne bien le sens de notre combat. La crise du pétrole a seulement été le révélateur d'une situation de pénurie de matières premières avec menace de pénurie de matières alimentaires et les idées de René Dumont n'apparaissent plus tellement utopiques dans le contexte actuel.

La gauche soit se garder d'endormir l'opinion par des propos lénifiants, comme le fait notre gouvernement ; elle ne doit pas nier la situation ; elle doit dénoncer la responsabilité du capitalisme et démontrer que seul le socialisme peut résoudre ces problèmes par la planification et la solidarité réelle à l'échelle mondiale.

Cela me semble la « priorité des priorités » et, d'après ce que je peux voir et entendre, les Français sont très capables de le comprendre et de dépasser leurs problèmes individuels pour « aller à l'idéal ».

Une autre question est d'amener le P.c.f. à comprendre et admettre cet objectif et à préférer le mot d'ordre « changer la vie » à ceux purement revendicatifs en quantité ; et donc, à accepter de revoir et approfondir en ce sens le programme commun... Et vite, si possible ». (Marguerite LIEGEOIS-TEURLAI, 92130 Issy).

Les vampires de la rue Ballu

« L'article sur la Cavmu paru dans « l'Unité » du 28 décembre, sous le titre « Les vampires de la rue Ballu », décrit bien la triste réalité. Le directeur de la Cavmu, M. Horeau, ancien sous-préfet de Vichy, reconverti comme directeur de cinq Caisses de retraite, pas une de moins, ne se contente pas d'appliquer une législation aberrante. Il en rajoute, en allant jusqu'aux actes absurdes et révoltants que vous dénoncez. Cela dit, il paraît souhaitable de comprendre la législation réactionnaire que recouvrent les actes de la célèbre Cavmu.

Cette Caisse de retraite est l'une des 16 Caisses professionnelles de retraite des professions libérales. Les notables qui dirigent ces organismes ont toujours refusé que soit créé un régime de base de retraite des professions libérales intégré dans le régime général de la Sécurité sociale ou simplement aligné sur ce dernier. Au contraire, chaque organisme entretient son particularisme en développant les régimes complémentaires professionnels et en n'assurant qu'une retraite de base misérable de 2.450 francs par an (montant de l'allocation aux vieux travailleurs qui constitue la retraite minimale imposée par la loi). Pour toute activité libérale, même accessoire ou peu rémunératrice, doit être versée une cotisation d'assurance vieillesse forfaitaire. Les mandarins des professions libérales n'ont jamais accepté, et pour cause, la proportionnalité des cotisations aux revenus.

Seule une harmonisation des régimes de retraite de base, de salariés et de tous les non salariés, permettrait de mettre fin à ce folklore injuste. Mais le lobby des professions libérales « riches » (médecins, pharmaciens, avocats, notaires, architectes... ou du moins les notables officiels de ces professions) y sont hostiles et ce lobby est l'un des plus puissants de l'Etat pompidolien. Alors, tant pis pour les professions « pauvres » comme les artistes et les auteurs ! » (P.V., 92330 - Sceaux).

125 MILLIONS POUR LA RESISTANCE CHILIENNE

Le Collectif national solidarité Chili, qui regroupe une vingtaine d'organisations dont le P.s., a rencontré, à plusieurs reprises, ces dernières semaines une délégation officielle représentant l'ensemble de la résistance chilienne et conduite par la fille aînée du président assassiné, Beatriz Allende.

En effet, après une réunion qu'elles ont tenu en commun, afin de coordonner leur lutte et d'unifier leur représentation à l'étranger, toutes les forces ouvrières et démocratiques chiliennes qui résistent à la junte (Centrale unique des travailleurs, gauche chrétienne, Mapu, Mapu-ouvrier et paysan, Mir, Parti communiste, Parti radical, Parti socialiste) ont décidé que l'aide économique à la résistance chilienne serait unitairement collectée par une délégation conduite par Beatriz Allende, afin d'être transférée ensuite à l'intérieur du Chili.

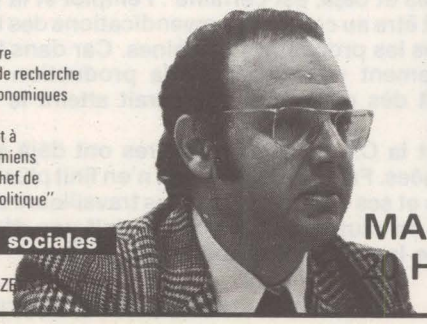
Dans ces conditions, le Comité national a pu, depuis un mois, faire acheminer d'ores et déjà 125 millions d'anciens francs vers le Chili.

A l'occasion de la sortie de son livre paru aux Editions Sociales

ETUDES SUR LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT
SA CRISE ET SON ISSUE

PAUL BOCCARA *FACE A*

Agrégé d'Histoire
Ancien chargé de recherche en Sciences Economiques au C.N.R.S.
Maître assistant à l'Université d'Amiens
Rédacteur en Chef de "Economie et Politique"



éditions sociales

(Photo Georges AZE

MICHEL BASSI
Rédacteur en Chef adjoint du Figaro

JEAN-FRANÇOIS KAHN
Editorialiste à Europe N° 1

ROGER PRIOURET
Editorialiste à l'Express
Chroniqueur à R.T.L.

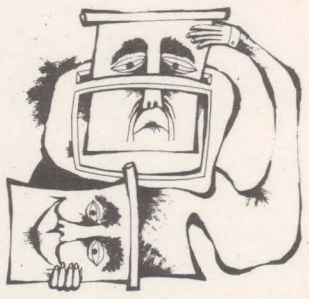
MARDI 15 JANVIER 1974
H - MUTUALITE - SALLE B

Office Publicitaire de France

URGENT : MAIRIE DE SARCELLES RECRUTE SUR TITRES :

Un Directeur de Services Administratifs. Conditions : Maîtrise ou licence ou diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques et trois années d'ancienneté dans une commune ou un Etablissement public intercommunal (Statut), ou conditions d'accès par ancienneté, selon statut.
Ecrire avec C.V. à Monsieur le Maire.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 11 JANVIER

Le plus prolifique des dialoguistes-scénaristes-auteurs de chansons : portrait de Jean-Loup Dabadie (20 h 40, ch. 3).

A l'émission Questionnaire : le « prospectiviste » Pierre Piganiol parle des années 2000 (21 h 30, ch. 3).

Dirigé par Roger Pic, un nouveau magazine : Au rendez-vous des grands reporters (21 h 45, ch. 1).

SAMEDI 12

L'adaptation d'un grand mythe par Louis Pauwels et Kerchbron : « Président Faust » (20h 35, ch. 1).

La première partie du « Fracasse » de Marcel Maréchal et Raoul Sangla, d'après Théophile Gautier (20 h 40, ch. 3).

DIMANCHE 13

Une des plus fortes personnalités du cinéma devant la caméra de Maurice Frydland : Orson Welles — voir notre article p. 17 (20 h 35, ch. 2).

Selon l'auteur, « l'intransigeance du génie (ici, un architecte) face à l'incompréhension et à la corruption » : « Le rebelle », un film de King Vidor (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 14

« Lady Paname », un film populiste d'Henri Jeanson — strictement pour amateurs de « mots d'auteur » (14 h 25, ch. 1).

MARDI 15

Après la projection du « Boule de Suif » de Christian-Jaque, un débat sur la guerre de 1870 aux Dossiers de l'écran (20 h 35, ch. 2).

MERCREDI 16

Serge Reggiani, Alexandre Lagoya, Vladimir Jankélévitch, etc. au Grand Echiquier (20 h 35, ch. 1).

« L'affaire Lusanger » : début d'une nouvelle émission judiciaire où 9 téléspectateurs sont les jurés (20 h 35, ch. 2).

Pour les 50 ans de la mort du grand homme de la droite : « Le pouvoir de Barrès » (20 h 40, ch. 3).

JEUDI 17

Suivi d'un débat entre 4 cinéastes suédois, le film de Sjöberg d'après Strindberg : « Mademoiselle Julie » (20 h 35, ch. 1).

Au magazine 52, un « Spécial Nixon » avec des interviews de Ted Kennedy et Jane Fonda (20 h 40, ch. 3).



Théâtre

PARIS

*** Théâtre national de Chaillot (Salle Gémier) : « Mistero Buffo », de Dario Fo.**

Le théâtre italien en France. Dario Fo est, dans la péninsule, aussi populaire que Jean Yanne ou Louis de Funès en France. Mais il s'appuie sur le public populaire et les mouvements de gauche...

*** Théâtre de la Ville : « Les fausses confidences » de Marivaux, mise en scène de Serge Peyrat.**

Le jeu de l'amour, du désir et de l'argent.

*** Théâtre de l'Est parisien : « La tempête » de Shakespeare, mise en scène de Bernard Sobel.**

L'œuvre la plus amère de Shakespeare. Montée par le plus « brechtien » des metteurs en scène français.

BANLIEUE

*** Villeneuve-Saint-Georges (Théâtre Paul-Eluard) : « Le Revizor » de Gogol, par le Théâtre de l'Unité.**

Une des plus importantes « jeunes compagnies » de France décrit, à travers un grand auteur populaire russe, les méthodes de sauvegarde de « l'ordre social ».

PROVINCE

*** Amiens (Maison de la Culture) : « Légendes à venir », par le Théâtre de Liberté.**

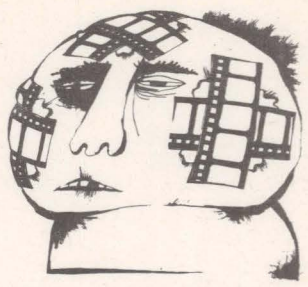
Des Turcs parlent de leur pays et de leur peuple réduits au silence.

*** Grenoble (Maison de la Culture) : « La dispute » de Marivaux, mise en scène de Patrice Chéreau.**

Le T.n.p. investit la province. Avec trois spectacles. A « La dispute » succèderont « Tartuffe » de Molière et « Le cochon noir » de Roger Planchon.

*** Nice (Théâtre municipal) : « Dialogues d'exilés » de Bertolt Brecht, mise en scène de Gabriel Monnet.**

La malice, le mordant et la poésie remplacent pour une fois la démonstration.



Cinéma

*** Hommage à Ingmar Bergman.**

Des films rares, pour la plupart, de Bergman : « Vers la joie » (mardi 15 janvier), « Tourments » (29 janvier), « Jeux d'été » (12 février) et deux documentaires sur ses tournages (22 janvier) au Centre culturel suédois, 11 rue Payenne, Paris 3e.

*** Films sur le Larzac.**

Des films sur le Larzac et un débat sur « Le fait occitan » le 25 janvier (20 h 30) au Foyer de jeunes travailleurs du 29 rue Gauthey, Paris 17e.

*** Quinzaine contre la censure cinématographique.**

Hubert Dubedout, André Astoux, le Crepac et plusieurs réalisateurs sont les invités d'une « quinzaine » de débats et de projections qui commence mardi à Grenoble et durera jusqu'au 29 janvier.

*** Guy Hamilton : Vivre et laisser mourir.**

James Bond — avec Roger Moore cette fois — toujours aussi fringant, gadgetisé et invincible. Les amateurs de suspense et de poursuites vrombissantes seront servis. Les racistes et les phallocrates aussi.

*** Michel Berny : Les grands sentiments font les bons gueuletons.**

Un nouveau venu dans le cinéma comique français. Pas vulgaire, ni complaisant. Etonnant ? Berny a su coincer des tranches de tendresse entre ses gags et ses propos sur l'agressivité, à l'image de son héros, Jean Carmet.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

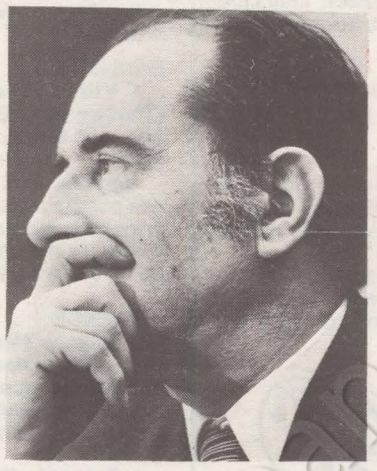
SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi) ou directement au journal, 5 rue Viollet-le-Duc, Paris 9e.
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetot.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

DIMANCHE 6 JANVIER

Pierre Messmer a son cocorico : « Lip, c'est fini ». Il en est si content que pour peu il le chanterait. Hier à Sarrebourg il l'a crié aux journalistes sur un ton qui m'a figé. Cela dépassait l'agacement ou la colère. Comme un reflet de haine. La télévision, qui affiche beaucoup le Premier ministre ces temps-ci, l'a mal servi en diffusant dans tous les foyers de France ce visage soudain convulsé, cette voix qui se voulait autoritaire et où l'on percevait une faiblesse inattendue. La maîtrise de soi est la première vertu du politique. Autant que je m'en souvienne de Gaulle n'y a jamais manqué. A Georges Pompidou, qui ne dispose pas des mêmes ressorts, tout échec est offense. Mais quand il serait tenté de fléchir, l'amour-propre le redresserait : il ira, soyons-en sûrs, au bout de l'idée qu'il s'est fait de lui-même. Tandis qu'avec le « Lip, c'est fini » de Pierre Messmer on change de genre et de style et l'on revient au « j'veux pas l'savoir » de l'adjudant-chef d'autrefois.

Quelque réserve que j'aie pu émettre sur la voie choisie en octobre par la majorité des travailleurs de Lip après plusieurs mois d'une action remarquablement menée, je me sens en accord total avec eux dès lors que le gouvernement semble rechercher la plus vulgaire des revanches sur ses déboires de l'été. Pour que le grand patronat de M. Ceyrac — qui s'apprêtait, dit-on, à relancer l'affaire — se montre plus réaliste, plus ouvert que le Premier ministre, il faut bien que Lip soit viable. On peut faire crédit sur ce point à ceux dont la vocation est de renifler l'odeur du profit à distance. Un sondage de l'Ifop dont on me communique les résultats confirme que les montres Lip dominent encore le marché horloger en dépit de la crise actuelle. On murmure que telle serait aussi l'opinion de M. Neuschwander, « l'explorateur » en panne de M. Charbonnel. Comment dans ces conditions dénier aux travailleurs le droit de croire aux chances de l'entreprise qu'ils défendent avec tant d'amour et de persévérance ? Mais M. Messmer est un homme obstiné. Ce Caton a trouvé sa Carthage. *Delenda est,* a-t-il décidé. Pauvre Rome !

LUNDI 7 JANVIER

On inaugure, ce matin, à Dijon, le Conseil régional de Bourgogne. Le superpréfet, les préfets de nos quatre départements, une nuée de hauts-fonctionnaires, d'attachés de cabinet, de secrétaires accueillent dans la grande salle de la Préfecture les quarante-huit conseillers que nous sommes. Discours, éloges, chatteries. On élit un président et son bureau, on déjeune et on s'en va. On reviendra dans quinze jours, on élira d'autres présidents, d'autres vice-présidents, on déjeunera et cette rude tâche accomplie, on se séparera de nouveau. Plus de cents personnes mobilisées pour la journée, dédommagées de leurs frais, gavées de sourires et de petits fours auront ainsi engagé le noble processus qui — c'est le lot officiel — transformera de fond en comble la vieille France jacobine (ou plutôt napoléonienne). Qu'on me laisse rire ! Les notables de la cuvée 74 sont à leurs ancêtres de 93 ce que le Chambertin que j'achète dans mon quartier est à son devancier d'avant l'alchimie des vins algériens. On prétend qu'ils annoncent une révolution mais ils entrent au Conseil régional comme ils iraient au Rotary. De ces assemblées guimauve le peuple est absent — ou bien on le case dans un coin. La suite est facile à prévoir. Le pouvoir central qui, par le canal du superpréfet, est maître de l'ordre du jour, qui nomme jusqu'à la plus modeste sténo-dactylo, qui prépare et exécute le budget, qui convoque les sessions extraordinaires quand il le juge bon, contrôle en fait l'institution de bout en bout. J'ai assisté naguère à l'agonie des Coder, ce premier parlement régional mis en place par le général de Gaulle. J'entends déjà un souffle rauque...A moins que... à moins que les cinq présidents socialistes, à l'instar de Chandernagor dans son solide Limousin, ne nous ménagent des surprises.

MERCREDI 9 JANVIER

J'ai déjà noté dans cette chronique l'intérêt et même l'admiration que je porte à la texture du discours chez Valéry Giscard d'Estaing. Son émission d'hier soir à la télévision pour exposer aux Français, comme il le fera maintenant chaque mois, la situation économique du pays, était un modèle du genre. Nul doute qu'il possède au plus haut degré l'art d'expliquer les échecs dont il tire sa réussite. Deux reproches cependant. D'abord le vocabulaire : les mots qu'il emploie sont pour les deux tiers ignorés de ceux qui l'écoutent. Cela n'ôte rien à son emprise : la mélodie fait passer le reste. Je me souviens d'avoir lu qu'Erckmann et Chatrian, après avoir établi le dictionnaire des deux cents mots connus de tous, rayaient impitoyablement tous les autres. Leur œuvre atteignit les tirages d'Alexandre Dumas père. Le moyen n'est pas toujours recommandable et certains m'objecteront qu'un *digest* n'est qu'une forme subalterne de la littérature. Mais puisque Valéry Giscard d'Estaing prend la baguette du pédagogue, je me permets de le mettre en garde contre le langage des pédants.

Second reproche : les chiffres. L'augmentation des prix est plus forte qu'il ne l'avoue et les indices qu'il invoque contestables. Si l'on ajoute à la hausse prévue l'effet de la hausse du pétrole telle qu'il l'a lui-même décrite les 2 % seront vite atteints — peut-être en février.

Enfin une observation : demander aux travailleurs de donner à leur pays un treizième mois de travail ne va pas sans demander aux priviligiés un treizième mois d'impôts.